

Clauses particulières



Romaine-3

Fabrication du béton incluant la fourniture du ciment

APPEL DE PROPOSITIONS : 14455225

R3-02-04

CLAUSES PARTICULIÈRES

SEPTEMBRE 2013

Table des matières

1	OBJET DU CONTRAT	1
1.1	Travaux particuliers	1
2	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	5
2.1	Localisation du chantier	5
2.2	Conditions et horaire de travail au chantier	5
2.3	Examen de l'emplacement des travaux	6
2.4	Accès au chantier	6
2.5	Certificat de compétence et autres attestations	8
2.6	Relations de travail au chantier	8
2.7	Véhicules sur le chantier	11
2.8	Circulation et transport au chantier	11
2.9	Protection des ouvrages existants	17
2.10	Coordination des travaux	17
2.11	Exigences médicales	18
2.12	Autres conditions	19
2.13	Retombées économiques régionales	20
3	PROGRAMME DES TRAVAUX	24
3.1	Dates et délais principaux pour la réalisation des travaux	24
3.2	Délais prescrits, réceptions provisoires et réception définitive	27
3.3	Programme détaillé d'exécution	29
3.4	Réunions	31
3.5	Rapports	31
4	PRIMES ET PÉNALITÉS	34
4.1	Primes	34
4.2	Pénalités	34
5	MATÉRIAUX, MATÉRIEL ET SERVICES	36
5.1	Matériaux fournis par Hydro-Québec	36
5.2	Matériel fourni par Hydro-Québec	36
5.3	Services fournis par Hydro-Québec	37
5.4	Aires mises à la disposition de l'entrepreneur	42
5.5	Matériaux, matériels et services fournis par l'entrepreneur	45
5.6	Matériaux, matériel et services non contractuels fournis par Hydro-Québec	48
6	MODALITÉS ADMINISTRATIVES ET PAIEMENTS	50

6.1	Paielements progressifs	50
6.2	Interprétation du contrat	52
6.3	Modalités de paiement	56
7	EXIGENCES PARTICULIÈRES.....	65
7.1	Santé et sécurité	65
7.2	Environnement	66
7.3	Dessins et autres documents techniques.....	67
7.4	Gestion de la qualité.....	68
7.5	Documents administratifs.....	69
7.6	Règles d'écriture	69
7.7	Système de la maîtrise de la configuration technique (MCT)	70
7.8	Formulaires à compléter en cours de contrat.....	70
8	LEXIQUE	71
8.1	Administrateur de contrat	71
8.2	Clauses techniques particulières.....	71
8.3	Démobilisation	71
8.4	Employé	71
8.5	Hydro-Québec	71
8.6	Jour	71
8.7	Jour ouvrable	71
8.8	Manutention.....	72
8.9	Mobilisation	72
8.10	Semaine	72
8.11	Usine	72

Liste des annexes

ANNEXE A SANTÉ ET SÉCURITÉ**ANNEXE B ENVIRONNEMENT****ANNEXE C DESSINS ET AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES**

C1 Norme SN-3.1a et amendement A (1)

C2 Procédure ES-IE-GI-PR01

C3 Manuel d'entretien et d'opération

ANNEXE D GESTION DE LA QUALITÉ**ANNEXE E DOCUMENTS ADMINISTRATIFS****ANNEXE F RÈGLES D'ÉCRITURE****ANNEXE G MAÎTRISE DE LA CONFIGURATION TECHNIQUE MCT**

G1 Formulaires DMT, NC et QRT

G2 Champs à compléter dans le système MCT

ANNEXE H FORMULAIRES À COMPLÉTER EN COURS DE CONTRAT**ANNEXE I CROQUIS DE LOCALISATION DU CHANTIER****ANNEXE J POLITIQUE-CADRE EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT****ANNEXE K CAPACITÉ DE CHARGE DU PONT TEMPORAIRE DE LA ROUTE D'ACCÈS PRINCIPALE (PORTION : KM 0 AU KM 48)****ANNEXE L CLIMAT (ROMAINE)****ANNEXE M DÉPÔT 3**

1 OBJET DU CONTRAT

Les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent principalement la fourniture, l'installation et l'exploitation de l'usine à béton nécessaire à la fabrication du béton de ciment pour le bétonnage des ouvrages du chantier de la Romaine-3 ainsi que la fourniture de granulats et de pierre concassée à des tiers, et ce, en employant du personnel qualifié et en conformité avec les exigences des documents du contrat.

1.1 Travaux particuliers

1.1.1 Exigences particulières pour la production des granulats

La quantité de chacune des classes de granulats à béton a été établie à partir des mélanges théoriques de béton et des quantités prévues de béton à produire. Ces quantités peuvent varier en fonction des types de mélanges de béton qui seront réalisés et des quantités réelles requises.

Afin de répondre à ces variations de quantités, l'entrepreneur doit exécuter les campagnes de tamisage et de concassage suivantes:

- 2014 : une campagne de tamisage réaliser 100% de la production de granulats fins ;
- 2014 : une première campagne de concassage pour produire les gros granulats requis pour réaliser 30 000 m³ de béton ;
- 2015 : une deuxième campagne de concassage pour produire 100 % de la quantité des gros granulats requis pour les travaux incluant les ajustements de quantités et les besoins additionnels.

L'entrepreneur ne peut démobiliser les équipements de ses usines de concassage et de tamisage avant d'avoir obtenu l'autorisation d'Hydro-Québec.

1.1.2 Fourniture de granulats et de pierre concassée pour des entrepreneurs clients

Il peut être requis par Hydro-Québec que l'entrepreneur fournisse de la pierre concassée et des granulats (gros granulats ou granulats fins) à des entrepreneurs clients. Dans un tel cas, l'entrepreneur doit charger ces granulats dans les camions des entrepreneurs clients, sur présentation de réquisitions approuvées par Hydro-Québec.

Ces granulats doivent être disponibles à l'usine à béton pendant les périodes de production de l'usine et selon l'horaire normal de production de béton.

Afin de pouvoir mesurer la masse des granulats chargés dans les camions des entrepreneurs clients, le chargeur de l'entrepreneur doit être muni d'un système de pesage embarqué ayant au minimum les propriétés suivantes :

1. La précision du système de pesée embarqué doit être de $\pm 2 \%$ de la masse pesée ou mieux ;
2. Le système de pesée embarqué doit être opérationnel entre -25°C et $+35^{\circ}\text{C}$;
3. Le système de pesée embarqué doit être muni d'une imprimante pouvant imprimer un bon de livraison pour chaque voyage chargé. Le bon de livraison doit inclure minimalement :
 - Le nom du client;
 - La date et l'heure du chargement;
 - Le type de matériau chargé;
 - La masse du matériau.
4. Une copie de chaque bon de livraison doit être remise à Hydro-Québec à la fin de chaque journée où des matériaux ont été livrés à des entrepreneurs clients.

L'entrepreneur doit fournir à Hydro-Québec le certificat de calibration du système de pesage embarqué et il doit pouvoir démontrer, sur demande d'Hydro-Québec, que la calibration du système est satisfaisante.

L'entrepreneur doit comptabiliser séparément les types et les quantités de granulats ou de pierre concassée fournis à chaque entrepreneur client et transmettre un rapport mensuel de ces fournitures à Hydro-Québec.

De plus, il doit remettre à chaque conducteur de camion qui vient chercher des granulats ou de la pierre concassée un bordereau de chargement imprimé par le système de pesage embarqué.

1.1.3 Fourniture de béton, de granulats et de pierre concassée à des entrepreneurs clients

L'entrepreneur ne peut fournir de béton, de granulats ou de pierre concassée à des entrepreneurs clients sans l'autorisation écrite d'Hydro-Québec.

1.1.4 Horaire normal de fourniture du béton

Les heures normales de fourniture du béton et des granulats pour les entrepreneurs clients sont :

- Quart de jour : 7 h à 17 h 30 du lundi au samedi inclusivement, pour la durée du contrat, excluant les jours fériés et congés obligatoires ;
- Quart de nuit : 19 h à 5 h 30 du dimanche soir au samedi matin inclusivement, excluant les jours fériés et congés obligatoires.

Il ne doit pas y avoir d'arrêt ou de ralentissement de la production pour les pauses lorsque l'usine est en production. L'entrepreneur doit tenir compte de cette contrainte dans l'établissement de ses coûts.

Un quart de nuit est requis pour les périodes de pointe de bétonnage de la centrale et de l'évacuateur de crue. Le quart de nuit doit être en opération du mois de mai au mois d'octobre 2015. Les dates exactes seront précisées à l'entrepreneur lors de la réalisation des travaux et un préavis de trois (3) semaines sera donné pour le démarrage et la fin du quart de nuit.

Hydro-Québec se réserve le droit d'exiger le devancement ou la prolongation des quarts de travail pour accommoder les besoins des entrepreneurs clients. Ces prolongations des quarts de travail, lorsqu'ils sont autorisés par Hydro-Québec, sont rémunérés selon l'article «Main-d'œuvre en temps supplémentaire au site de l'usine à béton» du bordereau des prix de la formule de soumission.

L'entrepreneur doit planifier un arrêt complet de la fourniture du béton pour la période des congés de Noël et du jour de l'An de chacune des années du contrat. Il doit profiter de ces périodes d'arrêt de la production pour réaliser les travaux majeurs d'entretien préventif de l'usine tout en poursuivant le chauffage de ses granulats et de ses piles de réserve.

L'entrepreneur doit en tout temps, selon les horaires prescrits, subvenir aux besoins des entrepreneurs clients, en béton et en granulats.

1.1.5 Planification de la production de béton

Au début de chaque contrat de bétonnage, les entrepreneurs clients de l'usine à béton doivent fournir leur programme de bétonnage. Ce programme est par la suite révisé aux quatre (4) semaines et les commandes de béton doivent être déposées 72 heures à l'avance avec confirmation une (1) heure avant le début de chargement à l'usine de béton. En plus des informations spécifiées au devis normalisé, les entrepreneurs clients doivent indiquer leurs taux de mise en place de béton.

Hydro-Québec se réserve le droit de prioriser la fourniture de béton à certains entrepreneurs clients, selon les besoins de la réalisation des travaux.

1.1.6 Programme de bétonnage

Le programme anticipé de bétonnage pour les trois (3) années du contrat est défini comme suit :

CONTRAT	2014 (m³)	2015 (m³)	2016 (m³)	2017 (m³)	Total (m³)
R3-01-01 - Excavation de la centrale et du canal de fuite phase 1 et travaux connexes	2 450	-	-	-	2 450
R3-01-02 - Excavation des ouvrages d'adduction et travaux connexes		650		-	650
R3-01-03 - Excavation du bouchon aval et bétonnage/injection du bouchon de la dérivation provisoire	-	-	1 500	1000	2 500
R3-02-01 - Bétonnage de la centrale et des conduites forcées, montage de la superstructure et de l'enveloppe du bâtiment	-	18 250	10 750		29 000
R3-03-01 - Bétonnage de l'évacuateur et de la prise d'eau	-	21 500		-	21 500
R3-05-01 - Installation mécanique et électrique	-	-	650	50	700
R3-06-03 - Construction du barrage et de la digue B3, excavation de l'évacuateur et du canal d'amenée et travaux connexes	4 750	1 200	50	-	6 000
TOTAL BÉTON (m³)	7 200	41 600	12 950	1 050	62 800

Ce programme est donné à titre indicatif seulement. Il est révisé périodiquement par Hydro-Québec pour tenir compte des particularités des programmes détaillés des travaux des entrepreneurs clients, des quantités requises une fois la conception finale des ouvrages complétés et de la quantité de béton de remodelage requise selon les conditions de roc rencontrées.

1.1.7 Autorisation d'exploitation

L'entrepreneur doit obtenir toutes les autorisations requises pour exploiter son usine à béton préalablement au début des opérations. Considérant les délais associés à une telle démarche, l'entrepreneur doit, dès l'attribution du contrat, compléter sa demande d'autorisation et en transmettre une copie à Hydro-Québec.

1.1.8 Billet de livraison du béton

Un billet de livraison de béton doit être émis à chaque livraison de béton. Le nombre de copies et le format sont déterminés par Hydro-Québec au chantier, en temps opportun et en conformité avec les exigences du devis normalisé SN 26.1.

L'entrepreneur doit soumettre à l'approbation d'Hydro-Québec le modèle de billet de livraison de béton qu'il propose, au minimum 2 mois avant le début de la fabrication du béton.

2 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

2.1 Localisation du chantier

Le site des travaux est situé dans la MRC de la Minganie dans la région administrative numéro 09, sur la moyenne Côte-Nord.

Un plan général de l'aménagement est joint au jeu de dessins accompagnant les clauses techniques particulières. De plus, un croquis de localisation est joint à l'annexe I des présentes clauses particulières.

Le chantier de Romaine-3 est accessible comme suit :

Par route :

- L'accès au chantier se fait par la route 138 du ministère des Transports. L'intersection de la route d'accès principale et la route 138 est à environ 34 km à l'est de Havre-Saint-Pierre (point de l'intersection de la route 138 et de la rue de l'Escale).
- Le chantier de Romaine-3 est situé à proximité du km 117,400 de la route d'accès principale.
- Le campement Mista est situé à proximité du km 115 de la route d'accès principale.

Par avion :

- L'aéroport de Havre-Saint-Pierre est situé à environ 39 km à l'ouest de l'intersection de la route d'accès principale et la route 138 est.
- L'aéroport de Sept-Îles est situé à environ 243 km à l'ouest de l'intersection de la route d'accès principale et la route 138 est.

Par voie maritime :

- Aucun accès n'est possible directement de la voie maritime au chantier. Cependant, l'entrepreneur peut obtenir les différentes possibilités de transport et de services maritimes en consultant le site des Armateurs du Saint-Laurent à l'adresse suivante : <http://www.armateur-du-st-laurent.org>.

2.2 Conditions et horaire de travail au chantier

Pour tous travaux de construction, les conditions de travail sont celles fixées par la Convention collective du secteur génie civil et voirie.

L'horaire de travail du personnel affecté au chantier est de soixante (60) heures par semaine, soit de dix (10) heures par jour de 7 h à 17 h 30, pour une semaine de travail de six (6) jours, du lundi au samedi inclusivement.

Lorsque requis, afin de s'assurer que les travaux soient réalisés à l'intérieur des délais prescrits, l'entrepreneur doit mettre sur pied un deuxième quart de travail et/ou prolonger les heures de travail. Dans le cas où l'entrepreneur met sur pied un deuxième quart de travail, l'horaire de travail de ce deuxième quart est de 19 h à 5 h 30, du dimanche soir au samedi matin inclusivement, excluant les jours fériés et congés obligatoires.

Toute modification à l'horaire de travail doit préalablement faire l'objet d'une approbation de la part d'Hydro-Québec.

2.3 Examen de l'emplacement des travaux

Avant de commencer une activité, l'entrepreneur doit examiner les ouvrages existants dont dépendent ses travaux et rend compte par écrit à Hydro-Québec de tout défaut apparent aux ouvrages pouvant affecter ses travaux. Le début des travaux par l'entrepreneur est réputé être son acceptation des ouvrages existants dont ses travaux dépendent.

2.4 Accès au chantier

2.4.1 Affectation, absence et sortie du chantier

Toute affectation ou absence du chantier d'un employé de l'entrepreneur ou un de ses sous-traitants doit faire l'objet d'une autorisation écrite soumise à Hydro-Québec par l'entrepreneur via le système SACHA, conformément aux modalités établies au formulaire FOR-AC-17a « Avis d'affectation au chantier ». L'entrepreneur doit également informer Hydro-Québec quarante-huit (48) heures à l'avance du début et de la fin d'affectation de chacun de ses employés, incluant ceux de ses sous-traitants. À défaut de signifier cette absence, avant le départ du chantier de l'employé, l'entrepreneur est facturé au taux de cent cinquante dollars (150 \$) pour chaque journée d'absence. Ce taux inclut les frais généraux d'administration.

Dans le cas où des visiteurs de l'entrepreneur doivent avoir accès au chantier, le formulaire FOR-ENT-55 « Autorisation d'accès au chantier » doit être soumis à Hydro-Québec au moins trois (3) jours ouvrables avant la visite.

Les formulaires susmentionnés sont joints à l'annexe H des présentes clauses particulières.

L'employé reçoit une carte d'accès au chantier et l'entrepreneur est responsable de la garde et du contrôle des cartes. Pour toute carte perdue et à remplacer, quelle qu'en soit la raison, Hydro-Québec facture à l'entrepreneur la somme de quinze (15 \$) dollars. Ce montant inclut les frais généraux d'administration.

Hydro-Québec refuse l'accès aux employés et aux visiteurs dont les noms n'ont pas été soumis par l'entrepreneur et approuvés par Hydro-Québec.

2.4.2 Entrée et sortie du personnel

Hydro-Québec contrôle les accès et les sorties du chantier. À cette fin, l'entrepreneur s'engage à respecter et à faire respecter par toute personne sous sa juridiction tout règlement ou directive transmis par Hydro-Québec afin d'assurer ce contrôle.

À cette fin, une guérite est installée au 36 de la route d'accès principale.

2.4.3 Livraison et cueillette au chantier

L'entrepreneur doit planifier et gérer la logistique des livraisons de matériel ou de matériaux ou tout autre besoin en fonction des contraintes d'accès au chantier en s'informant auprès d'Hydro-Québec.

2.4.4 Système SACHA (Système Accès au Chantier, Hébergement et Alimentation)

2.4.4.1 Généralités

Hydro-Québec rend accessible à l'entrepreneur son système informatisé SACHA (Système Accès au Chantier, Hébergement et Alimentation), qui permet d'obtenir d'une façon systématique :

- l'accès au chantier et la réservation d'une chambre dans un campement désigné d'Hydro-Québec;
- la réservation et le transport d'un passager à bord d'un vol affrété par Hydro-Québec selon les modalités indiquées à l'article 2.8.5 des présentes clauses particulières;
- et, s'il y a lieu, la validation des cartes de compétence des employés assujettis à la Convention collective du secteur génie civil et voirie.

2.4.4.2 Responsabilité d'Hydro-Québec

Hydro-Québec assiste l'entrepreneur à distance lors de la configuration initiale du ou des postes de travail et assure la formation de l'employé responsable ainsi que le soutien technique relié à l'utilisation du système.

Pour avoir accès au système SACHA, l'entrepreneur doit remplir le formulaire FOR-ENT-66 « Demande d'accès informatique entrepreneur ». Ce formulaire est joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

2.4.4.3 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur est responsable de désigner les ressources suffisantes pour utiliser obligatoirement le système SACHA tout au long de la réalisation du contrat et les rendre disponibles afin qu'ils reçoivent la formation donnée par Hydro-Québec.

L'entrepreneur est également responsable de la fourniture des équipements nécessaires à la connexion.

Hydro-Québec donne la formation gratuitement. Toutefois, les heures du personnel de l'entrepreneur lors de la formation sont à la charge de ce dernier.

2.4.5 Liste du personnel

L'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec tous les vendredis avant 9 heures un rapport hebdomadaire des affectations, des absences et des sorties du chantier des personnes sous sa juridiction pour la semaine suivante. Tout changement apporté à cette liste doit être communiqué quotidiennement à Hydro-Québec.

À cet effet, l'entrepreneur doit remplir et présenter le formulaire FOR-ENT-49 « Rapport hebdomadaire des affectations, des absences et des sorties du chantier ». Ce formulaire est joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

La transmission de ce rapport ne remplace pas la saisie dans SACHA des affectations, des absences et des démobilisations demandée à l'article 2.8.5.1.1.

2.5 Certificat de compétence et autres attestations

L'entrepreneur doit s'assurer que toute personne sous sa juridiction, régie par une Convention collective de la construction (ci-après appelée « employé »), possède un certificat de compétence en règle pour exercer son métier ou son occupation pour laquelle il est requis ou une exemption émise par la Commission de la construction du Québec (CCQ).

De plus, tout employé pour qui le cours de sécurité est obligatoire en vertu du Code de sécurité pour les travaux de construction doit produire une attestation à cet effet.

Lors de son admission au chantier, tout employé doit présenter et fournir sur demande ces attestations à Hydro-Québec.

2.6 Relations de travail au chantier

L'entrepreneur doit promptement aviser Hydro-Québec de tout conflit de travail ou toute menace de conflit susceptible d'entraver l'avancement des travaux et, à la demande d'Hydro-Québec, il doit conférer avec celle-ci pour déterminer les mesures à prendre.

L'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec par écrit et sans délai une copie de chaque grief qu'un employé, syndicat ou union lui présente. La même règle s'applique lorsque l'entrepreneur formule un grief.

L'entrepreneur doit informer verbalement et immédiatement Hydro-Québec de tout conflit de juridiction de métiers qui survient lors de l'exécution du contrat sur le chantier. En outre, l'entrepreneur doit, dans un délai maximum de trois (3) jours suivant la connaissance des faits qui donnent naissance à un conflit de juridiction de métiers, transmettre par écrit à Hydro-Québec les faits relatifs à un tel conflit de juridiction de métiers, les parties impliquées et sa position dans cette affaire.

L'entrepreneur doit informer Hydro-Québec vingt-quatre (24) heures à l'avance du nom de toute personne qu'il entend congédier ou mettre à pied, pour toute raison autre qu'une fin d'affectation courante, en précisant clairement la raison de cette action.

2.6.1 Harcèlement au travail

Hydro-Québec détient une politique Tolérance zéro, laquelle est jointe à l'annexe J des présentes clauses particulières, et ne tolère aucune forme de discrimination, de harcèlement, d'intimidation ou de violence sur le chantier. Cette politique trouve application lorsqu'une des parties impliquées est un employé d'Hydro-Québec.

Toute personne se trouvant sur le chantier doit également se conformer aux dispositions du document *Règlements généraux de chantier – Aménagement hydroélectrique de la Romaine*, plus particulièrement à l'article 10 lequel prévoit des sanctions aux infractions énumérées, notamment à l'égard d'actes d'agression, d'intimidation ou de voies de fait et de harcèlement.

Pendant toute la durée du présent contrat, l'entrepreneur doit détenir une politique visant à prévenir toute forme de discrimination, de harcèlement, de violence ou d'intimidation sur le chantier de manière à respecter les lois en vigueur, notamment les dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q., c. N-1.1).

Aux fins des présentes dispositions, les définitions suivantes s'appliquent :

- Abus d'autorité (incluant l'intimidation)

Exercice indu de l'autorité ou du pouvoir inhérent à un poste ou une fonction, dans le but de compromettre l'emploi d'une personne, de nuire à son rendement de travail, de mettre son moyen de subsistance en danger ou de s'ingérer de toute autre façon dans sa carrière. Il comprend l'intimidation, la menace, le chantage ou la coercition.

- Harcèlement psychologique

Une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non-désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste.

Une seule conduite peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif pour le salarié.

Cette définition inclut le harcèlement sexuel au travail ainsi que le harcèlement lié à l'un des motifs énumérés à l'article 10 de la Charte.

- Violence (incluant l'intimidation)

Actions ou menaces faites ou proférées par une personne ou un groupe de personnes, et qui portent atteinte, de manière intentionnelle ou non, à l'intégrité ou à la sécurité physique ou psychologique d'une autre personne ou d'un groupe de personnes.

- Discrimination

Distinction, exclusion ou préférence, intentionnelle ou non, fondée sur les motifs énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne : la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge (sauf dans la mesure prévue par la loi), la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, un handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier à un handicap, qui a pour effet de détruire ou de compromettre un droit.

L'entrepreneur doit fournir à Hydro-Québec, dans un délai de dix (10) jours avant la mobilisation au chantier, une copie dûment signée de sa politique-cadre, suivant la forme prescrite à l'annexe J des présentes clauses particulières. Cette politique est sujette à approbation par Hydro-Québec.

Dans le cas où l'entrepreneur détient déjà une politique en cette matière, il doit en fournir une copie dans un délai de dix (10) jours avant la mobilisation au chantier. Cette politique doit être conforme à la politique-cadre retrouvée à l'annexe J des présentes clauses particulières et est sujette à approbation par Hydro-Québec.

Dans tous les cas, toute politique doit notamment prévoir un mécanisme interne qui permet à l'entrepreneur d'être informé de ces situations et de les traiter avec diligence afin de prendre les mesures appropriées.

L'entrepreneur doit désigner, dans un délai de dix (10) jours avant la mobilisation au chantier, une personne responsable de la gestion de cette politique.

L'entrepreneur doit diffuser et communiquer cette politique auprès de ses employés et sous-traitants.

L'entrepreneur doit faire respecter cette politique auprès de ses employés et/ou de ses sous-traitants et, dès qu'une telle conduite est portée à sa connaissance, doit la faire cesser immédiatement.

L'entrepreneur doit fournir un rapport trimestriel relatif aux plaintes de cette nature (incluant griefs, plaintes, réclamations CSST, dérogations, infractions ou autres). Ce rapport doit indiquer la date de la plainte, les fonctions du plaignant(e), la nature de la plainte ainsi que le statut de cette plainte. Toute plainte déposée à la Commission des normes du travail ou quelque tribunal ou organisme compétent doit être immédiatement communiquée à Hydro-Québec.

2.7 Véhicules sur le chantier

2.7.1 Véhicules de l'entrepreneur

Chaque véhicule doit être identifié du sigle de l'entreprise qui l'utilise et en bonne condition mécanique selon les exigences du code de sécurité routière du Québec.

2.7.2 Véhicules des employés

Les véhicules privés ne sont pas admis sur les emplacements mêmes des travaux. Ils doivent être garés au stationnement aménagé à cette fin situé au campement.

2.8 Circulation et transport au chantier

2.8.1 Maintien de la circulation

L'entrepreneur doit organiser ses travaux au chantier afin de permettre le libre accès aux voies de circulation. Toutefois, si la nature des travaux exige une obstruction, l'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec pour acceptation, au moins trois (3) jours ouvrables avant de débiter les travaux, la raison et la période durant laquelle il prévoit obstruer partiellement ou complètement la circulation.

L'entrepreneur doit laisser en tout temps la libre circulation par des tiers aux routes de construction qu'il compte utiliser.

2.8.2 Transport au chantier

L'entrepreneur doit s'assurer que les dimensions de ses matériaux, de son matériel et toute autre fourniture relative à son contrat soient tels qu'ils peuvent être transportés ou déplacés librement sur toutes les routes et accès aux lieux des travaux.

Seuls les véhicules munis de roues pneumatiques sont autorisés à circuler sur les surfaces asphaltées.

L'entrepreneur doit s'assurer que ses transporteurs respectent les règles de circulation du ministère des Transports du Québec (MTQ), entre autres, les Règles de circulation, Signaux d'avertissement, Interdictions et Conditions permettant la circulation des véhicules hors normes en période hivernale lorsque la visibilité est d'au moins 500 mètres sur les chemins, routes, accès et passages au chantier.

Sur la route d'accès principale, l'entrepreneur doit respecter les normes relatives aux charges et dimensions du MTQ. De plus, l'entrepreneur doit tenir compte des contraintes et exigences suivantes :

- Du km 0 au km 47

À la date de mobilisation de l'entrepreneur la route d'accès principale du km 0 au km 47 est asphaltée. La vitesse maximale sur cette route est de 70 km/h

- Du km 0 au km 32

À noter que le public est autorisé à circuler sur la route d'accès principale du km 0 au km 32 approximativement.

- Chantier Romaine-1

La route d'accès principale est dans l'emprise des travaux du chantier Romaine-1 dans le secteur du pont au km 10. Lors de l'entrée et de la sortie du site des travaux de Romaine-1, l'entrepreneur doit tenir compte de la présence de guérites et il doit respecter les consignes pour pouvoir circuler sur le site des travaux.

- Ponts permanents

À la date de mobilisation de l'entrepreneur, la circulation emprunte les ponts suivants :

Le pont permanent du km 10 a une seule travée de 80 mètres de long, d'une largeur carrossable de 8,6 mètres et sa capacité est de 300T, charge totale selon la configuration du fardier Nicolas en incluant le poids du camion pour une vitesse de 30 km/h.

Le pont permanent du canal d'amenée de la prise d'eau de la centrale Romaine-1 a une seule travée de 43 mètres de long, une largeur carrossable de 8,6 mètres et sa capacité est de 300T, charge totale selon la configuration du fardier Nicolas en incluant le poids du camion pour une vitesse de 30 km/h.

- Du km 47 au km 117

La route d'accès principale du km 47 au km 86 est une route en gravier dont la voie de roulement est en MG-20 et certaines pentes sont pavées. La vitesse maximale sur ce tronçon de route est de 60 km/h.

La route d'accès principale du km 86 au km 117+400 est une route de gravier dont la voie de roulement est constituée de MG-56. La vitesse maximale sur ce tronçon de route est de 60 km/h.

Toutefois, à la mobilisation de l'entrepreneur du présent contrat, un tiers réalise les travaux du parachèvement et du pavage de la route. La route est asphaltée en totalité à partir du 1^{er} juillet 2014 et la vitesse maximale est alors de 70 km/h.

- Route d'accès aux ouvrages permanents

La route d'accès reliant la route d'accès principale aux ouvrages permanents est une route de gravier dont la voie de roulement est constituée de MG-56. La vitesse maximale sur cette route est de 60 km/h.

- Pont temporaire reliant les routes R3-13T et R3-56P

La vitesse maximale autorisée sur ce pont est de 10 km/h. Les informations sur la capacité de charge du pont temporaire sont indiquées aux desins .

L'entrepreneur doit assumer les coûts encourus et les inconvénients relatifs aux moyens à être mis en place, soit par l'assistance routière, la location d'équipements de dépannage ou par la fourniture d'outils, afin d'assurer le transport de ses matériaux, de son matériel, de son personnel et de se conformer aux conditions routières rencontrées sur les routes d'accès au chantier.

2.8.3 Circulation au chantier durant la période de dégel

Sur la route d'accès principale, l'entrepreneur doit respecter les contraintes relatives à la période de dégel émises par le MTQ.

2.8.4 Transport des employés

L'entrepreneur doit assumer le transport de ses employés entre le campement Mista et ses aires de travail. Ce transport doit être assuré à l'aide de véhicules appropriés.

2.8.5 Transport des employés lors des sorties périodiques

2.8.5.1 Transport aérien, départ de l'aéroport de Havre-Saint-Pierre

Le transport aérien des passagers est assuré par Hydro-Québec entre l'aéroport de Havre-Saint-Pierre et les aéroports de Montréal-Trudeau, de Québec et de Baie-Comeau, selon un horaire de cinq (5) jours par semaine qui sera communiqué à l'entrepreneur après l'attribution du contrat.

Hydro-Québec se réserve le droit de corriger ou de modifier les horaires de ses vols sans préavis et d'ajouter ou de diminuer le nombre de vols hebdomadaires requis, selon les besoins du projet.

Ce transport aérien est offert dans le but de desservir les employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants lors des sorties périodiques et dont le lieu du domicile principal nécessite de transiter par les aéroports de Montréal-Trudeau, de Québec ou de Baie-Comeau (pour les employés dont le lieu de domicile principal est Baie-Trinité ou à l'ouest de Baie-Trinité seulement).

L'entrepreneur doit assurer, à ses frais, tout transport au-delà de ces points d'origine ou d'arrivée.

Le poids des bagages de chaque passager est limité à vingt kilogrammes (20 kg). L'entrepreneur est responsable du transport de tout excédent.

Les coffres d'outils ne sont pas transportés à bord des vols affrétés par Hydro-Québec et leur transport doit être assuré par l'entrepreneur.

2.8.5.1.1 Mécanisme de billetterie et de réservations

Le transport aérien de passagers à bord des vols affrétés par Hydro-Québec est accessible au moyen d'un billet électronique obtenu en complétant un dossier de réservation. Seuls les entrepreneurs autorisés ont accès au système de réservations informatisé SACHA.

Les voyages de chaque passager sont comptabilisés mensuellement et un ajustement est effectué selon la méthode décrite à l'article 2.8.5.1.2 des présentes clauses particulières.

L'entrepreneur a l'entière responsabilité d'effectuer les réservations de voyage pour son personnel et ses sous-traitants.

L'entrepreneur doit tenir compte que le transport aérien des passagers peut être sujet à des non-disponibilités sporadiques et il doit donc s'assurer de procéder à ses réservations en temps approprié afin d'éviter des inconvénients pour lesquels Hydro-Québec ne peut être tenue responsable.

De plus amples informations sont précisées au guide du service aérien d'Hydro-Québec qui est présenté à l'entrepreneur à la réunion de démarrage.

2.8.5.1.2 Coûts du transport aérien

Aux fins de la présente, un voyage est équivalent à un aller simple.

L'entrepreneur a droit à un nombre de billets simples égal au nombre moyen mensuel de ses employés et ceux de ses sous-traitants dont le lieu du domicile principal nécessite de transiter par les aéroports de Montréal-Trudeau, de Québec ou de Baie-Comeau (pour les employés dont le lieu de domicile principal est Baie-Trinité ou à l'ouest de Baie-Trinité seulement) présents sur le chantier multiplié, selon les facteurs et les périodes énumérés ci-après :

- 1,5 pour les employés dont le lieu du domicile principal est à l'extérieur de la région administrative 09 Côte-Nord.
- 2,097 pour les employés dont le lieu du domicile principal est à Baie-Trinité ou à l'ouest de Baie-Trinité dans la région administrative 09 Côte-Nord.

Le nombre moyen mensuel de ses employés est le nombre total des présences en jours-personnes, répondant aux critères de domiciliation indiqués ci-dessus, divisé par le nombre de jours selon la période applicable.

Les personnes pour lesquelles les services de vivre et couvert sont accessibles au moyen de cartes de courtoisie sont exclues de ce calcul.

L'entrepreneur doit créditer à Hydro-Québec un montant de quatre cent cinquante dollars (450 \$) pour :

- Tout billet simple utilisé en excédent du nombre auquel il a droit selon la méthode de calcul indiquée ci-dessus.
- Tout billet réservé qu'il n'utilise pas. Ces billets sont tout de même comptabilisés dans le nombre de billets utilisés.

La somme des crédits peut être exigée à chaque période de trois (3) mois si Hydro-Québec le juge approprié.

L'entrepreneur demeure le seul responsable des écarts attribuables à des transferts d'employés entre entrepreneurs non préalablement autorisés par Hydro-Québec.

2.8.6 Transport de matériaux en vrac par camions

2.8.6.1 Définitions

Pour le présent article, les mots suivants ont la signification suivante :

2.8.6.1.1 Matériaux en vrac

Les matériaux en vrac visés par le présent article comprennent le sable, le gravier naturel, le gravier concassé et la pierre concassée de moins de 200 mm nécessaires.

Les matériaux en vrac visés par le présent article excluent toute autre substance et tout autre matériau devant être déplacés ou transportés dans le cadre du présent contrat.

2.8.6.1.2 Entreprises inscrites

Les entreprises inscrites sont celles répertoriées au Registre du camionnage en vrac de la Commission des Transports du Québec (CTQ).

2.8.6.1.3 Sous-traitants

Au présent article, le mot sous-traitant désigne les entreprises inscrites ainsi que toutes autres entreprises à l'exclusion de celles dont la principale activité, dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, consisterait à fournir des services de transport de matériaux en vrac.

2.8.6.2 Dispositions générales

L'entrepreneur ainsi que ses sous-traitants qui n'utilisent pas leurs propres camions pour le transport des matériaux en vrac depuis leur source originale et principale jusqu'au site désigné sur le chantier, doivent utiliser les services d'entreprises inscrites, en s'adressant à un organisme de courtage habilité par la CTQ, le tout conformément au Règlement sur le courtage en services de camionnage en vrac.

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent en tout temps utiliser les services d'entreprises inscrites dans une proportion d'au moins 50 % (en tonnage nécessaire) pour le transport de matériaux en vrac.

Lorsque plus d'un organisme de courtage habilité dessert un même territoire, l'entrepreneur et ses sous-traitants partagent à parts égales entre ces organismes de courtage, le nombre de chargements de matériaux en vrac attribués aux entreprises inscrites conformément au présent article.

2.8.6.3 Limite

Les obligations énoncées au présent article ne s'appliquent pas lorsque le ou les organismes de courtage habilités ne peuvent fournir les services de transport de matériaux en vrac dans un délai raisonnable pour respecter le programme des travaux accepté par Hydro-Québec. L'entrepreneur et ses sous-traitants sont alors libres d'utiliser d'autres camions pour combler l'écart entre les services que peuvent fournir le ou les organismes de courtage et celui requis pour la réalisation des travaux.

2.8.6.4 Tarif

Le tarif et les conditions applicables au transport de matériaux en vrac doivent être établis pour chaque contrat survenu entre l'entrepreneur, ou son sous-traitant, et le ou les organismes de courtage habilités.

2.8.6.5 Camionneurs autochtones

Hydro-Québec se réserve le droit d'exiger de l'entrepreneur et de ses sous-traitants qu'ils accordent priorité aux camionneurs autochtones pour le transport de matériaux en vrac.

2.9 Protection des ouvrages existants

L'entrepreneur est tenu de prendre les mesures nécessaires en tout temps, pour assurer la protection contre tout bris ou dommage qu'il pourrait causer aux ouvrages existants d'Hydro-Québec et des tiers. Toutes réparations de bris aux ouvrages existants causés par l'entrepreneur sont effectuées aux frais de l'entrepreneur.

À la fin des travaux, toutes les protections temporaires installées par l'entrepreneur doivent être démantelées.

2.10 Coordination des travaux

Hydro-Québec se réserve le droit d'exécuter ou de faire exécuter, en tout temps, des travaux de toute sorte, voisins de ceux faisant l'objet du présent contrat. L'entrepreneur doit, dans ce cas, mener ses propres travaux de façon à ne pas gêner ceux d'Hydro-Québec ou d'autres entrepreneurs, et doit coopérer avec ces derniers de façon à assurer la réalisation correcte de l'ensemble du projet. Hydro-Québec peut donc donner, selon les circonstances, des directives à l'entrepreneur afin d'assurer une coordination adéquate de l'ensemble des travaux.

À cette fin, l'entrepreneur a l'obligation de s'informer du programme des travaux d'Hydro-Québec ainsi que de valider régulièrement auprès de cette dernière la progression des travaux afin de prévenir tout problème de coordination.

L'entrepreneur doit particulièrement prendre en considération la réalisation par d'autres des travaux suivants :

- L'excavation de la centrale;
- L'excavation de la galerie d'accès, de la galerie d'amenée, du répartiteur, des conduites forcées et de la galerie de drainage;
- L'excavation de l'évacuateur et de la prise d'eau;
- La construction du barrage et de la digue B3;
- Le bétonnage de la dérivation;
- Le bétonnage de remodelage du barrage et de la digue B3;
- Le bétonnage l'évacuateur de crue;
- Le bétonnage de la prise d'eau;
- Le bétonnage de la centrale;
- Le bétonnage des conduites forcées;

- Le bétonnage du bouchon de la galerie d'accès;
- L'utilisation des aires de stockage et de rejet par des tiers;
- L'entretien par des tiers de la route d'accès principale et des routes d'accès aux différents ouvrages ainsi que la circulation sur ces routes des autres entrepreneurs travaillant sur les ouvrages de la Romaine-3;
- La circulation des camions lourds sur la route d'accès principale transportant les roulottes au site du campement du Mista;
- La circulation des camions lourds sur la route d'accès principale jusqu'aux centrales Romaine-1, Romaine-2 et Romaine-3, transportant notamment les transformateurs de puissance, les barres blindées, les rotors, les stators, les vannes papillon, les vannes de la prise d'eau, de l'évacuateur de crue et des aspirateurs.

2.11 Exigences médicales

Il est de la responsabilité de l'entrepreneur d'affecter au site des employés dont l'état de santé physique et mentale est compatible avec le travail à accomplir.

Cependant, Hydro-Québec peut exiger un examen médical ainsi qu'un certificat d'aptitude pour tout employé. Ce certificat d'aptitude doit confirmer que l'employé concerné ne présente aucun état de santé contre-indiquant le travail à effectuer (exigences médicales du travail) dans les conditions où il doit être (ex. : isolement, éloignement des services de santé, etc.). Ce certificat doit être remis au professionnel de la santé d'Hydro-Québec avant l'arrivée de l'employé au chantier. Tout certificat ou examen médical exigé par Hydro-Québec ainsi que les frais afférents sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit autoriser le professionnel de la santé d'Hydro-Québec à évaluer la santé du personnel au moyen d'une déclaration de santé. Cette déclaration de santé doit être effectuée dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'arrivée sur le chantier et a pour but de connaître, de façon minimale, l'état de santé du personnel dont il est responsable.

De plus, après un accident ou une maladie, qu'il y ait arrêt de travail ou non, l'employé concerné doit se présenter au professionnel de la santé d'Hydro-Québec qui dessert le chantier. Le but de la visite est de s'assurer que son état de santé est encore compatible avec les exigences du travail.

Dans ce contexte, le professionnel de la santé d'Hydro-Québec peut autoriser ou non le retour au travail. Il peut arriver, selon le jugement de ce professionnel, qu'un individu doive être exclu de son travail pendant un certain temps et cette recommandation doit être respectée par l'entrepreneur, et ce, sans frais supplémentaires pour Hydro-Québec.

2.12 Autres conditions

2.12.1 Accommodation familiale

Hydro-Québec n'offre aucune possibilité d'accommodation familiale. Aussi, l'installation de maisons mobiles ou autre genre d'accommodation pour le logement du personnel ou de leur famille n'est pas permise sur le chantier.

2.12.2 Affichage

Seules les affiches normalisées servant à identifier Hydro-Québec, le projet et l'entrepreneur, ainsi que les écriteaux relatifs à la sécurité, sont permis sur le site. La localisation et l'aspect de ces affiches, écriteaux et autres éléments d'information graphique sont assujettis à l'autorisation d'Hydro-Québec.

Les dimensions des affiches doivent être de 60 cm de hauteur par 120 cm de largeur.

2.12.3 Commerce privé

Toute activité commerciale non autorisée par Hydro-Québec est interdite.

2.12.4 Règlement du chantier

L'entrepreneur s'engage à faire appliquer les « Règlements généraux du chantier ». Ce document est disponible en tout temps pour consultation.

2.12.5 Personnel de commande

Aux fins de l'analyse de la soumission, l'entrepreneur doit identifier le personnel de commande composant son équipe de gérance des travaux en complétant le tableau prévu à cette fin dans la formule de soumission.

Toutefois, Hydro-Québec se réserve le droit d'exiger le remplacement de tout membre du personnel de commande qui n'offre pas les garanties jugées suffisantes pour permettre le déroulement des travaux de façon à respecter les exigences de qualité et d'échéancier prévues au présent contrat.

Advenant le départ d'un membre de ce personnel de commande incluant le cas de remplacement à la suite de la demande d'Hydro-Québec, son remplaçant doit satisfaire les mêmes exigences que celles mentionnées ci-dessus.

2.12.6 Climat

L'annexe L des présentes clauses particulières décrit en détail le climat prévalant sur le territoire du Projet de la Romaine.

L'entrepreneur est responsable de l'interprétation qu'il peut faire des données météorologiques historiques. Hydro-Québec ne peut être tenue responsable pour les événements hors des limites et moyennes montrés à l'annexe.

2.13 Retombées économiques régionales

2.13.1 Embauche régionale

En plus des spécifications de l'article 8.1 « Recrutement de la main-d'œuvre » des clauses générales, l'entrepreneur doit maximiser l'utilisation de la main-d'œuvre régionale en tenant compte de sa disponibilité et de la spécialisation requise pour l'exécution de certains travaux. Il doit également veiller à ce que ses sous-traitants observent les mêmes conditions.

À cet effet, l'entrepreneur doit rencontrer les associations syndicales locales avant le début des travaux afin de présenter sa stratégie d'embauche et d'établir avec ces dernières un processus de communication. Hydro-Québec peut assister à ces rencontres.

2.13.1.1 Main-d'œuvre régionale hors de la Convention collective du secteur génie civil et voirie

Pour ses besoins de main-d'œuvre hors de la Convention du secteur génie civil et voirie, l'entrepreneur peut utiliser les services du site www.comaxminganie.com.

2.13.2 Achats régionaux

En plus des spécifications de l'article 8.1 « Recrutement de la main-d'œuvre » des clauses générales, l'entrepreneur doit maximiser l'achat de matériels, de matériaux et de services chez des sous-traitants et fournisseurs régionaux. Il doit également veiller à ce que ses sous-traitants observent les mêmes conditions.

2.13.3 Sous-traitance régionale

Dans le cadre des travaux prévus au contrat, l'entrepreneur a droit à un remboursement d'une partie de la valeur des travaux réalisés par tout sous-traitant de la région Côte-Nord (région administrative 09), incluant la fourniture de matériel et de matériaux ainsi que la fourniture de services professionnels directement reliés à la réalisation des travaux, dont notamment l'ingénierie, selon les modalités indiquées à l'article 6.3 des présentes clauses particulières.

2.13.3.1 Admissibilité régionale

Pour qu'un sous-traitant soit reconnu comme faisant partie de la région numéro 09, il doit rencontrer l'une ou l'autre des exigences suivantes :

Posséder dans cette région un établissement depuis au moins un (1) an à la date de la réception des offres. S'il s'agit d'une coentreprise formée depuis moins d'un an, chacune des parties la constituant doit répondre au critère d'établissement depuis au moins un (1) an à la date de réception des offres.

OU

Être une personne morale détenue à 100 % par une ou des personnes qui fournissent la preuve qu'ils sont des résidents permanents dans la région 09 depuis plus d'un an à la date de la réception des offres et dont l'établissement est situé dans la région 09.

Aux fins du présent article :

- Un « établissement » du sous-traitant dans une région est un lieu fixe, excluant toute installation de chantier, où le sous-traitant exerce ses activités de façon permanente depuis au moins un (1) an à la date d'ouverture des plis et d'où il a obligatoirement exécuté, dans cette même région, un ou plusieurs contrats de nature comparable à ce que l'entrepreneur lui confie en sous-traitance dans le contrat visé par le présent appel de soumissions. De plus, des ressources liées aux opérations et à la gestion de l'entreprise doivent y travailler sur une base régulière durant les heures normales d'ouverture. Cet établissement doit être clairement identifié au nom du sous-traitant et être accessible au public.
- Les seuls documents acceptés à titre de preuves de résidence permanente sont un compte de taxes municipales, un bail ou une facture d'électricité.
- On entend par « an » une période de 365 jours.

De plus, dans le cas d'un sous-traitant qui aurait commencé ses activités dans le cadre du projet de la Romaine, son établissement doit avoir été implanté dans la région dans le but de poursuivre ses activités, dans cette région, au-delà du présent projet.

Si l'entrepreneur est une coentreprise, tout associé de la coentreprise ne peut être considéré comme un sous-traitant. De plus, toute filiale, division ou entreprise affiliée à l'entrepreneur ou à l'un des associés et dans laquelle l'un de ses derniers détient plus de 50 % des parts, de même que toute personne physique ou morale ayant un lien direct ou indirect avec l'entrepreneur ne peuvent être admissibles aux dispositions de la présente clause.

2.13.3.2 Exigence particulière

Pour avoir droit au remboursement, l'entrepreneur doit s'assurer au préalable que chacun des sous-traitants potentiels soit en mesure de démontrer, le cas échéant, qu'il possède une expertise reconnue dans le champ d'activité pour lequel ses services ont été retenus.

Cette expertise doit être fondée sur les ressources du sous-traitant dont notamment son personnel travaillant principalement dans la région constituant le noyau de l'entreprise.

2.13.3.3 Exclusions

Aux fins de l'application du présent article, l'acquisition par l'entrepreneur du matériel, des matériaux et des services énumérés ci-dessous, n'est pas considérée comme une activité de sous-traitance régionale. L'entrepreneur doit considérer cette liste comme un exemple de matériaux, de matériels et de services non admissibles à la présente clause de sous-traitance régionale. Cette liste d'exclusion n'est donc pas limitative. L'entrepreneur doit comprendre que le but visé est de maximiser les retombées économiques dans la communauté. Conséquemment, Hydro-Québec seule peut juger de l'acceptabilité du sous-traitant régional.

- location de machinerie lourde sans opérateur;
- achat de machinerie lourde;
- produits pétroliers : carburants et lubrifiants;
- pneus et pièces de rechange pour la machinerie lourde;
- acier d'armature non transformé;
- acier non transformé;
- poudre de ciment;
- explosifs en vrac;
- outillages de forage (mèche à diamant ou équivalent);
- restaurant et hébergement;
- transport aérien du personnel par un transporteur sans siège social dans la région 09;
- boulons de consolidation et goujons;
- treillis métalliques et épingles.

L'article « Exclusions » s'applique également aux sous-traitants.

2.13.3.4 Pièces justificatives des sous-traitants

L'entrepreneur doit stipuler dans tout contrat qu'il accorde à un sous-traitant régional que celui-ci doit conserver tous les livres et registres comptables ainsi que tout autre document relatif au contrat pendant trois (3) ans, à compter de la date d'émission de la quittance, en faveur de l'entrepreneur ou du paiement de la part de ce dernier de la dernière facture, selon le cas.

2.13.3.5 Avis à la sous-traitance à l'extérieur de la région

L'entrepreneur doit informer au préalable tous les sous-traitants potentiels de l'extérieur de la région 09, à qui il compte demander de présenter une soumission, que le présent contrat comporte une clause en faveur de la sous-traitance régionale.

3 PROGRAMME DES TRAVAUX

3.1 Dates et délais principaux pour la réalisation des travaux

3.1.1 Attribution du contrat

L'attribution du contrat est prévue à l'intérieur du délai mentionné à l'article « Validité de la soumission » des renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner.

3.1.2 Registre de remise des dessins et autres documents techniques

Au plus tard, trois (3) semaines après l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec pour acceptation le registre de remise des dessins et autres documents techniques qu'il doit transmettre tel que prescrit à l'article 1 « Généralités » de l'annexe C des présentes clauses particulières.

3.1.3 Délai pour la remise du plan qualité et son PRIE

L'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec pour vérification de conformité son plan qualité et son PRIE au plus tard six (6) semaines avant le début des travaux au chantier.

3.1.4 Délai pour la remise du programme de prévention de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit transmettre à Hydro-Québec pour vérification de conformité son programme de prévention au plus tard deux (2) semaines avant sa mobilisation au chantier.

Réf. : Annexe A, article 2.2

3.1.5 Dessins émis pour construction

Hydro-Québec ne transmet aucun dessin émis pour construction. L'entrepreneur doit réaliser les travaux avec les dessins émis pour appel de soumissions.

3.1.6 Vérification de conformité par Hydro-Québec des documents techniques transmis par l'entrepreneur

3.1.6.1 Remise des documents

L'entrepreneur doit planifier la remise des documents pour vérification de conformité par Hydro-Québec en tenant compte, entre autres, du délai de traitement d'Hydro-Québec et des délais que pourraient provoquer la ou les révisions de ces documents et les nouvelles vérifications de conformité.

3.1.6.2 Dessins et listes

Le délai nécessaire à Hydro-Québec pour le traitement des dessins et des listes est de quatre (4) semaines.

3.1.6.3 Autres documents techniques

À l'exception des enregistrements qualité « demande de modifications techniques » (DMT), « question-réponse technique » (QRT) et « non-conformité » (NC), le délai nécessaire à Hydro-Québec pour le traitement des autres documents techniques est de quatre (4) semaines.

Le délai de traitement des DMT, QRT et NC dépend des incidences sur le projet.

3.1.6.4 Services de construction

L'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec tous les détails des services de construction au moins trois (3) semaines avant le début prévu de l'installation de chacun des services.

3.1.6.5 Modifications ou correctifs aux dessins et autres documents à apporter par l'entrepreneur

L'entrepreneur dispose de deux (2) semaines pour apporter les modifications et les corrections demandées et transmettre la nouvelle version à Hydro-Québec.

3.1.6.6 Délai de réponse de l'entrepreneur

L'entrepreneur dispose de deux (2) semaines après la transmission des questions et des commentaires d'Hydro-Québec pour fournir les réponses.

3.1.6.7 Plan qualité et PRIE

Les délais nécessaires à Hydro-Québec pour le traitement du volet organisationnel du plan qualité sont de quatre (4) semaines pour chacun des PRIE.

3.1.7 Disponibilité des aires de travail

Les aires de travail sont disponibles selon les dates suivantes :

	Description	Date
1	Site de l'aire d'entrepreneur AE-02	15 avril 2014
2	Dépôt 3	15 avril 2014

Hydro-Québec confirme à l'entrepreneur deux (2) semaines à l'avance la date réelle de disponibilité de chacune des aires de travail.

S'il advenait qu'une date de disponibilité d'une aire de travail soit devancée ou retardée par Hydro-Québec, la date de fin correspondante des travaux serait également devancée ou retardée de manière à conserver le même délai prévu au contrat.

3.1.8 Mobilisation au chantier

L'entrepreneur doit se mobiliser au chantier dès que les aires de travail sont disponibles afin de commencer l'exécution des travaux sans délai.

3.1.9 Disponibilité des matériaux fournis par Hydro-Québec

Les matériaux suivants sont disponibles aux dates indiquées ci-dessous :

	Description	Date
1	125 000 m3 de roc pour produire les gros granulats requis pour la fabrication de béton	15 avril 2104

3.1.10 Disponibilité des services fournis par Hydro-Québec

Les services suivants sont disponibles aux dates indiquées ci-dessous :

	Description	Date
1	Point de raccordement téléphonique et accès Internet	Quatre (4) semaines après la demande de l'entrepreneur
2	Points de raccordement électrique à 34,5 kV	Deux (2) semaines après la demande de l'entrepreneur

3.2 Délais prescrits, réceptions provisoires et réception définitive

3.2.1 Délais prescrits

3.2.1.1 Détails des installations de l'entrepreneur aux aires mises à la disposition par Hydro-Québec

Avant le début de tout travail relatif à l'aménagement d'une aire, l'entrepreneur doit, au moins trois (3) semaines avant la date prévue pour le début desdits travaux, remettre à Hydro-Québec afin d'obtenir les autorisations requises, l'ensemble des informations pertinentes, notamment un croquis de localisation qui fait état de la superficie, des coordonnées servant à définir le périmètre, la localisation, lorsque pertinent, des plans d'eau et des cours d'eau les plus proches, les distances entre ces derniers et le site projeté, le ou les types d'activités prévues, la liste ainsi que la disposition des équipements et des installations prévues de même que toute autre information jugée pertinente.

De plus, l'entrepreneur doit faire approuver par Hydro-Québec ses méthodes d'utilisation de ces aires deux (2) semaines avant le début des travaux.

Pour tout déplacement de ses installations, l'entrepreneur doit aviser par écrit Hydro-Québec, deux (2) semaines avant le début des travaux au chantier en indiquant la méthode qu'il utilisera pour le déplacement de ses équipements et l'endroit de l'autre aire qu'il utilisera afin de ne pas nuire à des tiers.

3.2.1.2 Détails des installations de chantier et des services de construction

L'entrepreneur doit soumettre tous les détails de ses installations de chantier et de ses services de construction au plus tard deux (2) semaines avant le début des travaux.

3.2.2 Réceptions provisoires

L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux de façon à permettre à Hydro-Québec d'en prononcer la réception provisoire au plus tard aux dates suivantes :

Article	Description	Date
3.2.2.1	Disponibilité des granulats requis pour les essais des différents types de mélanges à béton	1 ^{er} août 2014

Article	Description	Date
3.2.2.2	Disponibilité des gros granulats et granulats fins requis pour la production d'un minimum de 10 000 m ³ de béton ; Fin des essais et de la calibration de l'usine à béton et mise en service pour la production du béton ; Fin de l'installation et mise en service des systèmes de chauffage de l'eau	2 septembre 2014
3.2.2.3	Disponibilité des gros granulats requis pour la production jusqu'au 30 000 m ³ de béton (quantité cumulative) ; Fin de fabrication de la totalité de granulats fins requis pour les travaux ; Fin de la fabrication de 25 000 tonnes de la pierre concassée MG-20b et de 25 000 tonnes de pierre concassée MG-56 ; Fin de l'aménagement de 10 000 m ² de l'aire AE-09 pour permettre à Hydro-Québec de remettre cette zone à un tiers.	15 novembre 2014
3.2.2.4	Fin de l'installation et mise en service de la production de la glace de l'usine ; Fin de l'aménagement de la section restante de l'aire AE-09 pour permettre à Hydro-Québec de remettre cette zone à un tiers.	1 ^{er} mai 2015
3.2.2.5	Fin de fabrication de la totalité de gros granulats requis pour les travaux ; Fin de l'aménagement de l'aire AE-08 pour permettre à Hydro-Québec de remettre cette aire à un tiers.	15 novembre 2015
3.2.2.6	Fin des travaux de fabrication du béton.	28 janvier 2017
3.2.2.7	Fin des travaux du contrat incluant le nettoyage du site de l'usine à béton.	10 juin 2017

3.2.3 Réception définitive

Tous les travaux faisant l'objet du présent contrat, incluant la démobilisation, doivent être terminés quatre (4) semaines après la date de réception provisoire réelle la plus tardive.

3.2.4 Prolongation du contrat

Hydro-Québec peut demander à l'entrepreneur de prolonger le contrat pour une période additionnelle de trois (3) à six (6) mois après entente entre les parties. Dans un tel cas, un préavis est donné à l'entrepreneur trois (3) mois avant la date de fin des travaux de fabrication du béton définie à l'article 3.2 des présentes clauses particulières.

3.3 Programme détaillé d'exécution

3.3.1 Contenu et forme

L'entrepreneur doit élaborer le programme détaillé d'exécution des travaux sous la forme d'un diagramme, à l'échelle du temps, exposant la planification de l'entrepreneur et l'ordonnancement des travaux. Ce diagramme est accompagné des documents explicatifs donnant une description détaillée de la main-d'œuvre, des matériaux, du matériel, des méthodes et des moyens que l'entrepreneur entend mettre en œuvre pour exécuter les travaux et atteindre le rythme d'avancement planifié.

Le diagramme doit être développé sur un support informatique selon la méthode du cheminement critique « CPM » (Critical Path Method) en utilisant le logiciel Microsoft Project ou Primavera. Le format de fichier soumis à Hydro-Québec doit être en version original du logiciel utilisé.

Avec ces documents, l'entrepreneur doit préciser clairement le déroulement anticipé de chacune des activités requises pour réaliser les travaux à l'intérieur des délais contractuels, en identifiant les dates de début et de fin de chacune de ces activités ainsi que leurs interdépendances. Les niveaux de détail des activités du diagramme ainsi que des explications écrites doivent permettre à Hydro-Québec d'évaluer la praticabilité du programme détaillé d'exécution présentée.

Le programme détaillé d'exécution doit inclure les activités de conception, de fabrication, d'approvisionnement des éléments majeurs, incluant le transport, l'installation et la construction et toute autre activité pouvant influencer la réalisation des travaux.

De plus, le programme détaillé d'exécution des travaux doit être accompagné du sommaire et des détails de la distribution mensuelle de la main-d'œuvre de l'entrepreneur et de ses sous-traitants sous forme électronique (fichier Excel). Ces documents, dont des exemples (FOR-ENT-61) sont joints à l'annexe H des présentes clauses particulières, doivent montrer les heures-personnes prévues de chaque activité et sous-activité de son programme détaillé.

L'entrepreneur doit transmettre les révisions et les informations additionnelles demandées par Hydro-Québec si cette dernière juge que ces ajouts sont nécessaires pour que le programme détaillé d'exécution, le sommaire et les détails de la distribution mensuelle de la main-d'œuvre de l'entrepreneur et de ses sous-traitants soient conformes aux exigences du présent article.

3.3.2 Acceptation

Dans les quatre (4) semaines, l'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec un programme détaillé d'exécution permettant d'assurer, de l'avis d'Hydro-Québec, que les travaux seront exécutés à l'intérieur des délais contractuels.

À la suite de la réception du programme détaillé d'exécution, Hydro-Québec se réserve une période de deux (2) semaines pour l'analyser et le commenter, le cas échéant.

Hydro-Québec se réserve le droit de transmettre ses commentaires à l'entrepreneur et ce dernier aura un délai d'une (1) semaine pour réviser son programme et le soumettre à nouveau. À la réception du programme révisé, Hydro-Québec se réserve un délai d'une (1) semaine pour l'analyser et le commenter, le cas échéant.

L'entrepreneur doit se conformer au programme détaillé d'exécution accepté par Hydro-Québec.

3.3.3 Révision

Si l'avancement des travaux montre un retard par rapport au programme détaillé d'exécution et que ce retard risque, selon l'avis d'Hydro-Québec, d'empêcher l'achèvement des travaux à l'intérieur des délais contractuels, l'entrepreneur doit alors prendre les mesures nécessaires pour rattraper ce retard soit, sans s'y restreindre, en augmentant son personnel, son matériel, ses installations ou en modifiant ses méthodes ou sa séquence de travail.

Dans tous les cas de retard, l'entrepreneur doit informer Hydro-Québec de ses intentions face à ce retard. Hydro-Québec peut, si elle le juge nécessaire, exiger de l'entrepreneur une révision totale ou partielle de son programme détaillé d'exécution qui doit lui être remise de la même façon et avec les mêmes exigences que le programme détaillé d'exécution initial. C'est Hydro-Québec qui fixe le délai imparti pour cette remise.

3.3.4 Mise à jour

L'entrepreneur doit remettre le 25 de chaque mois, son programme détaillé d'exécution mis à jour afin de montrer l'avancement réel des travaux et l'ordonnancement planifié et détaillé des travaux à compléter en date du rapport, par le biais d'un fichier électronique en version originale (.xer ou .mpp) du logiciel utilisé et un autre en format Acrobat en vigueur (fichier PDF). Le fichier Acrobat doit être lisible.

Selon l'évolution des travaux, la mise à jour du programme détaillé d'exécution peut être demandée le 10 de chaque mois également.

3.4 Réunions

3.4.1 Réunions de chantier

Durant l'exécution des travaux, Hydro-Québec tient au chantier des réunions à la fréquence qu'elle juge nécessaire. Le représentant de l'entrepreneur doit y assister, accompagné de personnes ressources, lorsque nécessaire.

Les comptes rendus de ces réunions sont émis par Hydro-Québec. L'entrepreneur doit aviser Hydro-Québec de toute erreur, divergence ou omission qu'il a trouvée dans le compte rendu avant ou à la réunion subséquente, à défaut de quoi le compte rendu est réputé accepté par l'entrepreneur.

3.4.2 Réunion environnementale de démarrage

Une réunion environnementale de démarrage d'une durée de 1,5 heure est tenue au campement Mista. Les représentants de l'entrepreneur soit, le directeur de projet, le responsable environnement, l'ensemble des contremaîtres et surintendants, doivent participer à cette réunion.

3.5 Rapports

3.5.1 Programme de travail de trois (3) semaines

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec tous les vendredis avant 9 heures un « programme des travaux – trois (3) semaines ». Ce programme comprend :

- Un diagramme à l'échelle du temps identifiant les activités et les sous-activités complétées durant la semaine en cours ainsi que les prévisions pour les deux semaines à venir.
- Une évaluation du pourcentage d'avancement réel de chaque activité et sous-activité en fonction des prévisions contractuelles.

L'entrepreneur doit présenter son programme des travaux – trois (3) semaines selon le formulaire FOR-ENT-53 joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

3.5.2 Rapports des activités au chantier

3.5.2.1 Rapport journalier

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec le lendemain midi un rapport journalier des activités au chantier montrant le nombre d'heures-personnes directes effectuées par l'entrepreneur et ses sous-traitants pour chaque groupe d'activité du bordereau de la formule de soumission ainsi que le nombre d'heures-personnes indirectes fixes au chantier. Ce rapport doit être produit sous forme électronique (version PDF signée et fichier Excel).

L'entrepreneur doit présenter son rapport journalier des activités au chantier par quart de travail selon le formulaire FOR-ENT-24 « Rapport journalier des effectifs et des activités au chantier » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

Ce rapport doit inclure également le nombre d'heures par type d'équipement.

3.5.3 Effectifs au chantier

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec le vendredi avant 9 heures un rapport de l'effectif, en heures-personnes travaillées par jour, par métier et selon leur provenance (région et hors région), et ce, pour ses employés et ceux de ses sous-traitants en identifiant la main-d'œuvre autochtone.

Le total des heures-personnes de la semaine doit correspondre au total des heures-personnes des rapports des activités au chantier de l'article 3.5.2.1 « Rapports des activités au chantier ».

L'entrepreneur doit présenter son rapport d'effectif selon le formulaire FOR-ENT-60 « Rapport hebdomadaire des effectifs » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

3.5.4 Rapports hebdomadaires du matériel

L'entrepreneur doit remettre hebdomadairement à Hydro-Québec la liste du matériel utilisé pour la réalisation des travaux.

L'entrepreneur doit présenter son rapport du matériel selon le formulaire FOR-ENT-62 « Rapport hebdomadaire du matériel » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

3.5.5 Rapport du suivi des émissions des gaz à effet de serre

L'entrepreneur doit remettre mensuellement à Hydro-Québec, soit le premier jeudi du mois suivant, le rapport de suivi des émissions des gaz à effet de serre. Ce rapport doit montrer les volumes de carburants consommés au chantier par l'ensemble du matériel ainsi que les volumes de béton fabriqués pour les ouvrages au chantier.

L'entrepreneur doit présenter son rapport de suivi des émissions des gaz à effet de serre selon le formulaire FOR-ENT-35 « Estimation des émissions de gaz à effet de serre » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

3.5.6 Prévion des effectifs requérant le service de vivre et couvert

L'entrepreneur doit remettre à Hydro-Québec, le dernier vendredi de chaque mois, un rapport de prévision des effectifs requérant le service de vivre et couvert pour les treize (13) prochaines semaines. L'entrepreneur doit présenter sa prévision selon le formulaire FOR-ENT-58 « Prévion des effectifs requérant le service de vivre et couvert » joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

4 PRIMES ET PÉNALITÉS

4.1 Primes

4.1.1 Prime pour le programme détaillé d'exécution

Dans la mesure où l'entrepreneur termine la préparation du programme détaillé d'exécution, décrit à l'article 3.3 des présentes clauses particulières, de façon à permettre à Hydro-Québec de prononcer l'acceptation de ce programme au plus tard huit (8) semaines après la date d'attribution du contrat, il a alors droit, à titre de prime, à la somme de deux mille cinq cent dollars (2 500 \$).

4.1.2 Primes pour le respect des dates contractuelles

Dans la mesure où l'entrepreneur termine les travaux de façon à permettre à Hydro-Québec de prononcer la réception provisoire aux dates prévues, il a alors droit, à titre de prime, aux montants spécifiés ci-dessous :

- a) Pour les travaux décrits à l'article 3.2.2.2, la somme de deux cent mille dollars (200 000 \$).
- b) Pour les travaux décrits à l'article 3.2.2.4, la somme de cinquante mille dollars (50 000 \$).

4.2 Pénalités

4.2.1 Pénalités pour retard

Dans la mesure où l'entrepreneur ne termine pas les travaux de façon à permettre à Hydro-Québec de prononcer la réception provisoire au plus tard aux dates prévues à l'article 3.2.2, il lui est déduit de toute somme alors ou subséquemment due, à titre de dommages liquidés, sans qu'il ne soit nécessaire d'en faire la preuve, les montants spécifiés aux articles ci-dessous :

- a) Pour les travaux décrits à l'article 3.2.2.2, la somme de dix mille dollars (10 000 \$) pour chaque jour complet de retard jusqu'à la date réelle de réception provisoire.
- b) Pour les travaux décrits à l'article 3.2.2.4, la somme de cinq mille dollars (5 000 \$) pour chaque jour complet de retard jusqu'à la date réelle de réception provisoire.
- c) Pour les travaux décrits à chacun des articles 3.2.2.1, 3.2.2.3, 3.2.2.5 et 3.2.2.6, la somme de mille dollars (1 000 \$) pour chaque jour complet de retard jusqu'à la date réelle de réception provisoire.

4.2.2 Pénalité pour mise hors service de l'usine à béton

L'usine à béton doit être maintenue en état d'opération en tout temps.

Les périodes de mise hors service pour l'entretien et la réparation de l'usine à béton doivent être planifiées avec Hydro-Québec au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.

Pour chaque période non planifiée de mise hors service d'une unité de production excédant cinq (5) heures, Hydro-Québec déduit à l'entrepreneur, à titre de pénalité, une somme de trois mille dollars (3 000\$) par jour et par unité de production, à compter de la première heure de la mise hors service. Dans le cas d'une journée incomplète, la pénalité est établie au prorata des heures hors service.

4.2.3 Pénalité pour retard ou interruption de livraison de béton

En plus de la pénalité prévue à l'article 4.2.2, si la livraison du béton est retardée ou interrompue pour plus d'une (1) heure, Hydro-Québec déduit à l'entrepreneur, à titre de pénalité, une somme de mille six cents dollars (1 600\$) par heure ou fraction d'heure calculée au quart d'heure près au-delà de la première heure de retard ou d'interruption de la livraison.

4.2.4 Modalité d'application des pénalités

Chacun des termes stipulés peut engendrer l'application d'une pénalité. Les montants des pénalités pour retard précitées sont donc cumulatifs dans l'éventualité où plus d'un terme n'est pas respecté.

Le montant total de la pénalité contractuelle pour retard ne peut dépasser dix pour cent (10 %) du montant total du contrat, taxes et changements en cours de contrat exclus.

5 MATÉRIAUX, MATÉRIEL ET SERVICES

5.1 Matériaux fournis par Hydro-Québec

Pour le présent contrat, Hydro-Québec fournit les matériaux qualifiés fournis par Hydro-Québec qui sont énumérés aux clauses techniques particulières.

Ces matériaux sont disponibles dans les délais prévus à l'article 3.1 « Dates et délais principaux pour la réalisation des travaux » des présentes clauses particulières.

Lorsqu'il n'y a pas de date ou de délai spécifié, l'entrepreneur doit considérer que ces matériaux sont disponibles au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Pour obtenir ces matériaux, l'entrepreneur doit cependant produire une demande de matériaux au moins deux (2) semaines à l'avance.

Le formulaire utilisé pour les demandes de matériaux est fourni par Hydro-Québec.

L'entrepreneur doit décharger et réceptionner tous les matériaux fournis par Hydro-Québec relativement au présent contrat.

L'entrepreneur doit disposer des matériaux d'emballage des matériaux reçus en conformité avec les exigences stipulées aux clauses d'environnement des présentes clauses particulières.

Tous les matériaux non utilisés demeurent la propriété d'Hydro-Québec. Dès la fin des travaux, l'entrepreneur doit remettre les matériaux inutilisés en bon état.

5.1.1 Matériaux perdus ou endommagés

L'entrepreneur doit remplacer tout matériau fourni par Hydro-Québec à la suite d'une perte, d'un vol, d'une disparition ou toute autre raison. L'entrepreneur est responsable de tout dommage et de toute détérioration attribuable à un mauvais entreposage ou à une mauvaise manutention.

Les conséquences attribuables à un retard occasionné par des délais de remplacement ou de remise à neuf de ces matériaux sont imputables à l'entrepreneur.

5.2 Matériel fourni par Hydro-Québec

Hydro-Québec ne fournit aucun matériel.

5.3 Services fournis par Hydro-Québec

5.3.1 Entretien des routes d'accès

Hydro-Québec fournit et entretient les routes d'accès au chantier autres que celles qualifiées construites et/ou entretenues par l'entrepreneur. Ces routes sont gardées libres et ne servent pas de lieu d'entreposage ou de stationnement.

5.3.2 Service téléphonique

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur deux (2) lignes téléphoniques.

Les raccordements et débranchements des lignes téléphoniques, entre le réseau téléphonique d'Hydro-Québec et les borniers principaux dans la roulotte de l'entrepreneur, sont exécutés par Hydro-Québec.

S'ils sont requis, les poteaux à installer par l'entrepreneur pour son réseau temporaire doivent être disponibles avant qu'Hydro-Québec puisse compléter ces raccordements téléphoniques.

L'entrepreneur doit cependant concevoir, fournir, installer, entretenir et démanteler à la fin des travaux, tout le matériel nécessaire lui permettant d'utiliser les lignes téléphoniques mises à sa disposition. Les frais d'interurbain sont à la charge de l'entrepreneur.

À sa demande, l'entrepreneur peut obtenir deux (2) lignes téléphoniques supplémentaires. Hydro-Québec facture mensuellement à l'entrepreneur ces lignes supplémentaires au tarif de base mensuel de cent dollars (100 \$) incluant les frais généraux et d'administration par ligne téléphonique supplémentaire plus les frais d'interurbain.

De plus, la téléphonie cellulaire est en fonction en technologie troisième génération (3G).

5.3.3 Service Internet

Hydro-Québec fournit à la roulotte de l'entrepreneur situé à l'aire d'entrepreneur un accès à un service Internet dont la vitesse est de 10 Mbits/sec.

Hydro-Québec raccorde et débranche le lien Internet entre le routeur fourni par l'entrepreneur et le réseau d'Hydro-Québec.

5.3.4 Électricité

Hydro-Québec fournit gratuitement à l'entrepreneur l'énergie électrique selon les conditions suivantes :

- un maximum de 600 kVA pour ses besoins à son aire d'entrepreneur AE-02. L'alimentation est fournie à partir d'une ligne triphasée à 34,5 kV temporaire longeant la route R3-18T.
- tous les coûts reliés aux raccordements, interruptions de courant et débranchements sont aux frais de l'entrepreneur. À titre informatif, ces frais sont de deux mille cinq cent dollars (2 500 \$) incluant les frais généraux d'administration et comprenant les travaux de branchement et de débranchement considérant un arrangement standard sans installation poteau.

L'électricité fournie par Hydro-Québec ne doit pas être utilisée pour le concassage, le tamisage, le chauffage des bâtiments industriels, le chauffage de l'eau industrielle de l'usine à béton et pour le chauffage des granulats. Seules les roulottes de chantier peuvent être chauffées par l'électricité fournie par Hydro-Québec.

Hydro-Québec s'efforce de maintenir un approvisionnement ininterrompu d'électricité, mais ne peut garantir un service sans interruption de courant ou variation occasionnelle de tension. Hydro-Québec ne peut être tenue responsable pour de telles interruptions ou variations, ni des dommages en découlant. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour satisfaire ses propres besoins en électricité dans tous les cas où le réseau de distribution d'Hydro-Québec est en panne ou hors service. Tous les coûts inhérents sont aux frais de l'entrepreneur.

5.3.4.1 Interruptions de service planifiées

Aux fins d'entretien ou de modification au réseau, Hydro-Québec effectue quatre (4) interruptions de courant annuellement entre les mois de mai et septembre inclusivement. Ces interruptions de service planifiées ont une durée de dix (10) heures chacune et se font du lundi au vendredi durant l'horaire normal de travail.

Hydro-Québec informe l'entrepreneur de la date précise de chaque interruption planifiée une semaine à l'avance.

5.3.5 Protection et gardiennage

Hydro-Québec n'organise aucun service de protection et de gardiennage sur les lieux des travaux mis à part une barrière automatisée non surveillée.

Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité pour toute perte ou dommage de quelque nature et pour quelque cause que ce soit qui pourrait survenir aux matériaux et matériels de l'entrepreneur ainsi qu'aux biens personnels de ses employés.

5.3.6 Campement du Mista

5.3.6.1 Généralités

Hydro-Québec fournit gratuitement le vivre et le couvert au personnel de l'entrepreneur jusqu'à la fin des travaux au chantier aux conditions énoncées ci-après :

- Les services de vivre et couvert sont accessibles uniquement aux personnes dont l'affectation aux travaux de l'entrepreneur au chantier a fait l'objet d'une autorisation en conformité aux exigences pour l'affectation du personnel de l'article 2.4 « Accès au chantier » des présentes clauses particulières.
- Le maximum de logements, comprenant les studios, les dortoirs cadres et les dortoirs des travailleurs, mis à la disposition à l'entrepreneur, se limite à 20 places. Au-delà de cette limite, l'entrepreneur doit loger les travailleurs excédentaires hors du campement et assurer leur transport au chantier, le tout à ses frais.
- Sujet aux limitations mentionnées ci-dessus, le nombre d'employés pouvant recevoir les services de vivre et couvert est limité aux effectifs annoncés à la soumission. L'entrepreneur doit présenter à Hydro-Québec, au moins quinze (15) jours à l'avance, les motifs justifiant le dépassement des effectifs prévus. Hydro-Québec ne s'engage pas à accepter les demandes d'augmentation de services de vivre et couvert.

5.3.6.2 Logement du personnel

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur, si disponible, un (1) studio de type « dortoir 20 cadres », à partir de la date de mobilisation de l'entrepreneur au chantier jusqu'à la fin des travaux.

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur, si disponible, une (1) chambre de type « dortoir 14 cadres », à partir de la date de mobilisation de l'entrepreneur au chantier jusqu'à la fin des travaux.

Sujet aux limitations de l'article 5.3.6.1 « Généralités », tout autre employé de l'entrepreneur est logé dans des dortoirs comportant des chambres à occupation simple de types « dortoir 17 personnes » ou « dortoir 21 personnes » selon la disponibilité.

5.3.6.3 Dortoirs et chambres

Chaque dortoir est muni de son propre système sanitaire, de chauffage, d'éclairage et est équipé de lessiveuses et de sècheuses mises à la disposition de ses occupants. De plus, chaque chambre est équipée d'un petit réfrigérateur et les services de câblodistribution, d'Internet sans fil et téléphonique sont offerts gratuitement. Toutefois, les interurbains sont aux frais de l'occupant.

L'entretien ménager des dortoirs, le déneigement et le nettoyage des voies d'accès sont assurés par Hydro-Québec.

Il est interdit d'utiliser les lessiveuses et sècheuses des dortoirs et chambres pour le nettoyage des vêtements de travail tels que les salopettes et sarraus.

5.3.6.3.1 Clés des chambres

L'employé reçoit une clé pour la chambre qui lui est attribuée. Pour toute clé perdue et à remplacer qu'elle qu'en soit la raison, Hydro-Québec facture à l'entrepreneur la somme de (15 \$).

5.3.6.4 Vivre

Les employés munis d'une carte d'accès au chantier valide ont accès gratuitement à la cafétéria du campement.

Deux (2) repas chauds sont servis chaque jour à la cafétéria du campement à l'exception des dimanches et des jours fériés où trois (3) repas chauds sont alors servis.

Le repas froid du milieu de la période de travail est mis à la disposition des employés de l'entrepreneur lors du repas précédent à la cafétéria. À cet effet, Hydro-Québec remet à chaque employé un sac réutilisable lors de son accueil au chantier. Les employés doivent utiliser leur sac réutilisable ou leur propre boîte à lunch.

De la soupe chaude est mise à la disposition de l'entrepreneur à la cafétéria du campement au repas du midi, ce dernier doit assurer le transport et la distribution à ses employés sur les lieux de travail. Par la suite, l'entrepreneur doit retourner les contenants à la cafétéria avant 14 h 30 la journée même.

5.3.6.5 Services médicaux

Lorsqu'applicable, et ce, tel que défini dans le *Règlement sur les normes minimales de premiers soins premiers secours*, Hydro-Québec fournit les services de premiers soins.

Une clinique de premiers soins est opérationnelle au campement durant la durée du présent contrat.

Les services d'un(e) infirmier(e) sont assurés pendant les heures régulières de travail. Un véhicule d'urgence est opéré par Hydro-Québec pour le transport des blessés ou des malades vers le Centre de santé et des services sociaux de la Minganie situé à Havre St-Pierre. En cas d'utilisation du service, l'entrepreneur est facturé au taux de six cent dollars (600 \$) par déplacement.

L'entrepreneur doit assurer tous les services de soutien requis par tout employé sous sa juridiction requérant des services médicaux autres que ceux disponibles au chantier.

5.3.6.6 Autres services

Divers services sont offerts au campement selon la disponibilité des installations dont, notamment :

- un économat;
- un casse-croûte;
- un bar-salon;
- un centre de loisirs;
- un centre d'accueil;
- un terrain de jeux;

5.3.6.7 Cartes de visiteurs

En fonction des possibilités, Hydro-Québec peut permettre l'accès au vivre et couvert à des personnes non affectées à la réalisation des travaux pour lesquelles l'entrepreneur a préalablement obtenu d'Hydro-Québec une autorisation d'accès au chantier. Le formulaire FOR-ENT-55 « Autorisation d'accès au chantier » doit être soumis à Hydro-Québec au moins trois (3) jours ouvrables avant l'arrivée de la personne. Ce formulaire est joint à l'annexe H des présentes clauses particulières.

Ces services sont disponibles au moyen de cartes de visiteur remises à l'entrepreneur qui en conserve le contrôle pour la durée de son contrat.

L'entrepreneur est facturé au taux de cent cinquante dollars (150 \$) par journée d'utilisation pour les services de vivre et couvert obtenus au moyen de chacune de ces cartes de visiteur. Ce taux inclut les frais généraux d'administration.

Une carte de visiteur peut également servir pour le service de vivre seulement. Dans ce cas, l'entrepreneur est facturé au taux de cinquante dollars (50 \$) par jour d'utilisation. Prendre un, deux ou trois repas dans une même journée à la cafétéria équivaut à une journée d'utilisation de la carte de visiteur à la cafétéria. S'il utilise une carte de visiteur pour le couvert seulement, l'entrepreneur est facturé au taux quotidien de cent dollars (100 \$). Hydro-Québec envoie la facturation à l'entrepreneur sur une base mensuelle. Ces taux incluent les frais généraux d'administration.

Aucun remboursement n'est accordé à l'entrepreneur relativement à toute utilisation de ces cartes de visiteur, même dans l'éventualité d'un changement dans le statut d'affectation de l'utilisateur.

L'entrepreneur est entièrement responsable de l'utilisation des cartes de visiteur mises à sa disposition par Hydro-Québec tant qu'il ne les lui a pas remises ou ne l'a pas informé par écrit de la perte de ces cartes.

Hydro-Québec se réserve le droit de limiter l'usage des cartes de visiteur selon les circonstances ou en fonction des disponibilités.

5.3.6.8 Absence prolongée des employés de l'entrepreneur

Pour tous les employés qui s'absentent du chantier pour une période consécutive de plus de cinq (5) jours, l'entrepreneur doit informer Hydro-Québec. À défaut de signifier cette absence, avant le départ du chantier de l'employé, l'entrepreneur est facturé au taux de cent cinquante dollars (150 \$) par chaque journée d'absence. Ce taux inclut les frais généraux d'administration.

Tout employé de l'entrepreneur s'absentant pour une période de onze (11) jours consécutifs ou plus doit libérer la chambre qu'il occupe. Cependant, advenant une période de pointe des effectifs au campement, Hydro-Québec se réserve le droit d'exiger que tout employé de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants libère la chambre qu'il occupe lors des sorties périodiques.

5.4 Aires mises à la disposition de l'entrepreneur

5.4.1 Généralités

Les aires mises à la disposition de l'entrepreneur et leur emplacement sont indiqués aux dessins qui accompagnent les clauses techniques particulières.

L'entrepreneur est responsable de réaliser toutes les activités nécessaires pour rendre les aires mises à sa disposition compatibles avec ses besoins.

Les aires de l'entrepreneur comprennent uniquement les endroits qui lui sont alloués par Hydro-Québec, notamment les lieux où sont exécutés les travaux, les aires d'entreposage, de déchargement et de montage. Les aires de déchargement et de montage ne sont pas destinées à l'usage exclusif de l'entrepreneur.

L'entrepreneur ne peut utiliser comme aire de travail les voies d'accès, digues, routes et passages à moins d'y avoir été préalablement autorisé par écrit par Hydro-Québec.

L'entrepreneur doit, pendant toute la durée du contrat, entretenir les aires mises à sa disposition, les routes d'accès et passages qu'il a construits pour ses besoins, de façon à ce que la circulation des piétons et des véhicules se fasse en toute sécurité.

5.4.2 Aires de service AE-02 et AE-08 pour l'usine à béton

L'entrepreneur doit aménager les aires AE-02 et AE-08 pour y ériger l'usine à béton et ses piles de granulats, ses bureaux, entrepôts, garages, ateliers, autres structures ou bâtiments qu'il juge nécessaires pour effectuer les travaux du contrat. Les aires mises à la disposition de l'entrepreneur sont déboisées, décapées, remblayées et nivelées sommairement. Avant d'aménager cette aire ou d'y ériger toute installation provisoire de chantier, l'entrepreneur doit transmettre les dessins de ses installations de chantier et obtenir l'autorisation écrite d'Hydro-Québec. La partie sud-est de l'aire AE-02 doit être construite au niveau minimal indiqué aux dessins afin d'être protégée des crues printanières de la rivière Romaine.

L'entrepreneur doit tenir compte dans l'aménagement de l'aire AE-02 qu'une ligne de transmission à 315kV traverse la partie sud de l'aire et sera mise en service en avril 2017. À cette fin il doit utiliser la partie située sous l'emprise de la ligne uniquement pour la mise en pile de matériaux qui devront être enlevés avant la mise en service de la ligne.

Pour accéder et circuler sur ces aires, l'entrepreneur doit emprunter les routes R3-18T et R3-19T telles que montrées aux dessins.

L'entrepreneur doit libérer l'aire AE-08 à la date de réception provisoire 3.2.2.5.

De plus, les plans de construction des bâtiments que l'entrepreneur désire ériger doivent être transmis pour information à Hydro-Québec. Ces bâtiments doivent être conformes aux normes de sécurité et d'incendie du Québec.

À la fin des travaux, l'entrepreneur doit démanteler l'usine à béton et toutes ses installations temporaires. Il doit aussi procéder au réaménagement du site. Les granulats qui n'ont pas été utilisés deviennent la propriété d'Hydro-Québec et doivent être placés en piles séparées de façon à être facilement accessibles pour utilisation ultérieure.

5.4.3 Aire de rejet

Les produits d'excavation de mort-terrain en surplus peuvent être déposés dans l'aire AR-7.

5.4.4 Aire de travail au dépôt 3

L'entrepreneur peut utiliser la zone non exploitée du dépôt 3 pour y installer et y exploiter son matériel de tamisage. Cependant, à la fin de la campagne de tamisage, il doit démanteler toutes ses installations laisser le site dans un état acceptable à Hydro-Québec.

Une partie du dépôt a déjà été exploitée par un tiers sur une profondeur de 2 mètres. La partie déjà exploitée est illustrée à l'annexe M. Pour cette partie du dépôt le taux de rejet a atteint 67%.

Les rejets de tamisage de même que le sol oxydé en surface du dépôt 3 peuvent être utilisés par l'entrepreneur pour la construction des routes et de l'aire AE-02. L'entrepreneur ne peut utiliser d'autres matériaux du dépôt 3 pour ses routes de construction ou son aire AE-02, ces matériaux étant réservés pour la construction du barrage.

5.4.5 Aire de disposition des déchets et résidus

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur un lieu d'enfouissement en tranchée au km 4 de la route principale. Ce dépôt ne peut recevoir que les ordures ménagères et les matériaux secs tels que définis dans le Règlement sur les déchets solides et tout autre déchet et résidu doit être transporté hors du chantier dans un site autorisé par les autorités compétentes. Le dépôt en tranchée est accessible deux (2) fois par semaine pour des durées de quatre (4) heures.

5.4.6 Aire d'élimination des rebuts de bois de construction

Dans le but de les valoriser, l'entrepreneur doit disposer les rebuts de bois de construction au site prévu à cet effet au km 111+500 de la route d'accès principale

On entend par rebuts de bois de construction tous matériaux composés principalement de matière ligneuse, notamment : les planches, madriers, panneaux de contreplaqué, panneaux de particules, palettes et coffrage à béton. Il est toutefois interdit d'entreposer les résidus de poteaux traités pour le transport de l'électricité.

L'accès au site se fait sur appel et les modalités sont données à l'entrepreneur lors de la réunion de démarrage.

5.4.7 Exploitation de l'enrochement dans l'aire AE-09

Hydro-Québec met à la disposition de l'entrepreneur 125 000 m³ d'enrochement dans l'aire AE-09. L'enrochement provient des excavations de la centrale et a été sélectionné de façon à ne retenir que les enrochements de dimensions inférieures ou égales à 0.9 m. L'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour rendre l'enrochement tout venant compatible avec ses équipements de concassage.

L'entrepreneur doit exploiter l'enrochement mise en pile par un tiers dans l'aire AE-09 pour la fabrication des granulats selon son contrat à partir de la route d'accès coté nord-ouest vers le nord-est afin de libérer une surface de 10,000 m² à partir de la route d'accès R3-19T pour un tiers à partir de la date de réception provisoire 3.2.2.3. De plus, l'entrepreneur doit libérer la totalité de l'aire AE-09 à la date de réception provisoire 3.2.2.4.

L'entrepreneur doit faire valider sa méthode d'exploitation par un représentant d'Hydro-Québec au chantier avant de commencer la fabrication des granulats.

5.5 Matériaux, matériels et services fournis par l'entrepreneur

À l'exception de ce qui est qualifié fourni par Hydro-Québec, l'entrepreneur doit fournir, toute la main-d'œuvre, les matériaux, le matériel, les services de transport et de déplacement jusqu'aux lieux des travaux et tous les autres accessoires et services nécessaires ou relatifs à l'exécution du contrat.

5.5.1 Construction et entretien des routes et aires mises à la disposition de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit construire et entretenir ses propres routes ainsi que les routes forestières qu'il pourrait utiliser et qui donnent accès à ses aires de travail, à ses aires de stockage et de rejet et aux autres aires mises à sa disposition, pendant toute la durée de sa présence au chantier. L'entrepreneur doit entretenir également les route R3-18T et R3-19T construites par d'autres pour toute la durée de son contrat.

L'entrepreneur doit également entretenir les aires mises à sa disposition pendant toute la durée de sa présence au chantier.

L'entretien des routes précitées et des aires mises à la disposition de l'entrepreneur doit inclure, entre autres :

- le nivelage;
- le remblayage et la réparation des nids de poule, affouillement, affaissement, érosion, ventres de bœuf, points mous, ornières et autres dommages;
- le déblaiement et l'enlèvement de la neige et l'épandage d'abrasif sur les surfaces glissantes;
- la réparation, le remplacement et le dégorgement des ponceaux, lorsque requis;
- le nettoyage et l'entretien des fossés;
- l'enlèvement des débris et déchets;
- le maintien de la cambrure des surfaces de toutes les chaussées, la réparation des rugosités, bosses et dépressions et l'enlèvement des cailloux lâches;
- le contrôle de la poussière.

L'entrepreneur doit tenir compte qu'il n'a pas l'usage exclusif des routes qu'il entretient.

5.5.2 Services de construction de l'entrepreneur

5.5.2.1 Généralités

L'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec sur des dessins signés et scellés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec tous les détails des services de construction dans les délais mentionnés à l'article 3.1 intitulé « Dates et délais principaux pour la réalisation des travaux » des présentes clauses particulières.

L'entrepreneur doit fournir, exploiter et entretenir les services de construction sur une base de sept (7) jours par semaine, vingt-quatre (24) heures par jour, pour la durée du contrat. À la fin du contrat, toutes les installations des services de construction doivent être démantelées par l'entrepreneur et demeurent sa propriété, à moins d'indications contraires.

Hydro-Québec a en tout temps le droit d'inspecter les services de construction de l'entrepreneur et d'exiger les modifications qu'elle juge nécessaires.

5.5.2.2 Éclairage

L'entrepreneur est tenu de fournir un éclairage suffisant pour ses travaux, incluant l'éclairage temporaire permettant en tout temps la poursuite des travaux dans des conditions d'efficacité et de sécurité satisfaisantes.

Tous les conduits et conducteurs destinés à l'éclairage et à l'alimentation électrique doivent être installés et entretenus de façon impeccable, ancrés solidement et placés aussi loin que possible des câbles téléphoniques et des câbles de transmission.

5.5.2.3 Eau industrielle

L'entrepreneur est tenu d'aménager à chacune des aires mises à la disposition, des sorties d'eau en nombre suffisant pour satisfaire ses besoins en eau, tant pour la protection d'incendie que pour l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur est tenu de fournir et de mettre en service tout le matériel requis y compris, mais sans limitation, le matériel de pompage, les conduites d'eau, les réservoirs et accessoires indispensables au bon fonctionnement du réseau d'alimentation en eau.

Pour son approvisionnement, l'entrepreneur peut avoir accès à la rivière Romaine tel que spécifié dans les Clauses Techniques particulières.

5.5.2.4 Eau potable

L'entrepreneur doit fournir l'eau potable pour tout son personnel.

5.5.2.5 Chauffage

L'entrepreneur est responsable du chauffage requis pour la réalisation des travaux faisant l'objet du présent contrat, notamment maintenir en tout temps la température du béton conforme aux exigences des clauses techniques particulières et des normes en vigueur.

L'entrepreneur doit soumettre à Hydro-Québec au préalable le plan d'installation des systèmes de chauffage pour vérification de conformité.

5.5.2.6 Électricité

5.5.2.6.1 Installation électrique temporaire

À partir du point de raccordement fourni par Hydro-Québec tels que décrit à l'article 5.3.4 des présentes clauses particulières, l'entrepreneur doit installer son propre réseau de distribution électrique incluant la fourniture et l'installation des fusibles ou disjoncteurs pour protéger ses circuits électriques et ses transformateurs. Cette protection doit être coordonnée avec le réseau d'Hydro-Québec, à la satisfaction de cette dernière avant son installation.

Le facteur de puissance doit être supérieur à 0,9 et ne doit jamais être capacitif.

L'entrepreneur doit aussi mettre en place des dispositifs de protections contre le déséquilibre de voltage afin que ce dernier soit inférieur ou égal à 2.0%.

L'entrepreneur doit être en mesure de démontrer en tout temps à Hydro-Québec qu'il n'excède pas la puissance permise et qu'il conserve un facteur de puissance et un balancement des phases acceptables, soit par mesurage ou soit par l'utilisation de dispositifs de protection adéquats.

5.5.2.6.2 Système de relèvement électrique pour alimenter l'usine à béton

L'entrepreneur doit installer un système de relèvement électrique indépendant du réseau d'Hydro-Québec pour que l'usine à béton reste pleinement opérationnelle en cas de panne ou lors des interruptions de service planifiées.

5.5.2.6.3 Démantèlement des services électriques

À la fin de ses travaux, l'entrepreneur doit enlever toutes les installations électriques temporaires aménagées pour ses propres besoins. L'entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires pour satisfaire cette exigence.

5.5.2.7 Services sanitaires

L'entrepreneur doit fournir, installer et entretenir des services sanitaires à ses lieux de travail pour ses employés et ceux d'Hydro-Québec. Les eaux usées doivent être récupérées et disposées conformément aux lois et règlements en vigueur.

5.5.2.8 Collecte et traitement des eaux résiduelles industrielles

Le système de collecte des eaux résiduelles industrielles doit être raccordé à des bassins de décantation qui doivent être entretenus et nettoyés périodiquement pendant la durée de la fabrication du béton. La qualité des eaux d'effluent des bassins de décantation doit être conforme aux exigences des Clauses Environnementales normalisées.

Les boues récupérées lors du nettoyage des bassins de décantation doivent être entreposées dans un site désigné par Hydro-Québec situé à moins de 15 kilomètres de l'usine à béton d'où Hydro-Québec prendra ultérieurement les moyens pour en disposer.

5.5.2.9 Entretien des aires mises à la disposition de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit entretenir les aires mises à sa disposition pendant toute la durée de sa présence au chantier.

L'entretien doit inclure, entre autres :

- le nivelage;
- le remblayage et la réparation des nids de poule, affouillement, affaissement, érosion, ventre de bœuf, points mous, ornières et autres dommages;
- le déblaiement et l'enlèvement de la neige et l'épandage d'abrasif sur les surfaces glissantes;
- la réparation, le remplacement et le dégorgement des ponceaux, lorsque requis;
- le nettoyage et l'entretien des fossés;
- l'enlèvement des débris et déchets;
- le maintien de la cambrure des surfaces de toutes les chaussées, la réparation des rugosités, bosses et dépressions et l'enlèvement des cailloux lâches;
- le contrôle de la poussière.

5.6 Matériaux, matériel et services non contractuels fournis par Hydro-Québec

L'entrepreneur doit formuler une demande écrite à Hydro-Québec pour obtenir des matériaux, le matériel ou les services autres que ceux prévus aux articles 5.1 « Matériaux fournis par Hydro-Québec », 5.2 « Matériels fournis par Hydro-Québec » et 5.3 « Services fournis par Hydro-Québec » des présentes clauses particulières.

L'entrepreneur doit acquitter dans les trente (30) jours la facture couvrant tous les coûts réellement encourus par Hydro-Québec à la suite de l'acquisition de matériaux et de matériels ou ceux relatifs aux services rendus.

6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES ET PAIEMENTS

6.1 Paiements progressifs

Les paiements sont effectués par Hydro-Québec selon les articles 14.1 « Paiement du prix contractuel », 14.2 « Décomptes périodiques », 14.7 « Décompte définitif » et 14.3 « Retenue de garantie » des clauses générales.

Le bordereau de prix de la formule de soumission ou toute autre ventilation acceptée par Hydro-Québec doit être utilisé aux fins de l'établissement des décomptes périodiques. L'acquittement des sommes est fait uniquement lorsque toutes les prescriptions de l'article 6.2.4 « Conditions de paiement » des présentes clauses particulières sont respectées.

6.1.1 Décomptes périodiques

Avant de produire une facture à Hydro-Québec, l'entrepreneur doit présenter un décompte périodique établissant son appréciation de l'avancement des travaux pour chacun des articles de bordereau de prix de la formule de soumission, auxquels s'ajoute tout autre paiement approuvé dans le cadre d'un avenant, notamment.

6.1.1.1 Forme des décomptes

L'entrepreneur doit produire ses décomptes périodiques, incluant son décompte définitif selon les formulaires FOR-AC-12a, FOR-AC-12b et FOR-AC-12c « Sommaire du décompte », « Décompte – Travaux contractuels » et « Décompte – Travaux complémentaires/supplémentaires » joints à l'annexe H des présentes clauses particulières. L'entrepreneur doit présenter ses décomptes périodiques sur une base mensuelle, le samedi suivant le dernier vendredi du mois.

Les décomptes doivent être soumis en un original et deux (2) copies accompagnés des pièces justificatives.

6.1.1.2 Informations requises aux décomptes

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun des décomptes présentés comprend les informations suivantes :

- le nom de l'entrepreneur (ou sa raison sociale) ainsi que son adresse;
- le titre, le numéro de la commande et le numéro de contrat auquel ils se rapportent;
- la liste et la description de chaque article du bordereau de prix, de chaque avenant et de tout autre élément remboursable;

- son numéro de fournisseur Hydro-Québec et son numéro de référence pour facturation.

6.1.1.2.1 Déclaration de paiement et quittances

L'entrepreneur doit attester qu'il a complètement payé ses employés et sous-traitants, et qu'il a complètement payé toutes les contributions obligatoires et déductions exigées par les lois. En conséquence, la page frontispice de chacun des décomptes périodiques doit contenir une déclaration de l'entrepreneur à cet effet.

Malgré ce qui précède, l'entrepreneur peut avoir à fournir une quittance, dans la forme prescrite par Hydro-Québec, tel que spécifié à la clause 14 des clauses générales.

6.1.2 Facturation

6.1.2.1 Transmission de la facturation

6.1.2.1.1 Décomptes périodiques

L'entrepreneur doit établir chaque facture conformément au décompte périodique correspondant approuvé par Hydro-Québec.

La facture doit être transmise par courriel selon les modalités indiquées au lien suivant : "www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html". De plus, deux (2) copies doivent être expédiées avec les pièces justificatives à l'administrateur de contrats.

Si elle est conforme, Hydro-Québec acquitte la facture correspondant au décompte périodique approuvé trente (30) jours après réception de cette dernière à l'adresse indiquée à la commande.

6.1.2.1.2 Acompte du milieu du mois

La facture doit être transmise par courriel selon les modalités indiquées au lien suivant : "www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html". De plus, deux (2) copies doivent être expédiées à l'administrateur de contrats.

Si elle est conforme, Hydro-Québec acquitte la facture correspondant à l'acompte du milieu du mois trente (30) jours après réception de cette dernière à l'adresse indiquée à la commande.

6.1.2.2 Traitement des taxes

Tous les montants faisant l'objet du contrat en regard des prix, taux, primes, etc. excluent les montants relatifs à la TPS et TVQ.

L'entrepreneur doit indiquer séparément sur chaque facture la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Les numéros d'inscription de l'entrepreneur, aux fins de la TPS et de la TVQ, doivent apparaître sur toute facture.

Si l'entrepreneur ne se conforme pas à ces exigences, Hydro-Québec peut refuser cette facture et la retourner pour correction ou rectification.

6.2 Interprétation du contrat

6.2.1 Obligation de l'entrepreneur

À tous les endroits dans le texte où les termes « est tenu » et « doit » sont utilisés, cela signifie que l'entrepreneur n'a droit à aucune rémunération particulière autre que celle déjà prévue au contrat, afin de respecter l'obligation en question.

6.2.2 Établissement des prix

Pour les travaux devant être réalisés dans le cadre du présent contrat et pour lesquels il n'existe aucun article spécifique au bordereau de prix de la formule de soumission, l'entrepreneur doit inclure le coût de ces travaux aux articles les plus appropriés du bordereau de prix.

De plus, à moins d'indications particulières ailleurs au contrat à cet effet, les termes « fourniture » et « fabrication » incluent le transport des marchandises à pied d'œuvre ou tel que prévu au contrat, et le terme « fabrication » inclut la fourniture des composants requis pour fabriquer la pièce ou le bien demandé.

6.2.3 Établissement de nouveaux prix

6.2.3.1 Prix forfaitaire ou unitaire

Dans tous les cas où Hydro-Québec demande d'effectuer des travaux non prévus au contrat et payables à forfait ou à prix unitaire, l'entrepreneur doit présenter son prix forfaitaire ou unitaire selon les éléments qui le constituent, dont notamment la main-d'œuvre, le matériel et les matériaux, les frais indirects et profits, les impacts ainsi que la sous-traitance, le cas échéant.

6.2.3.2 Dépenses contrôlées

Hydro-Québec rémunère l'entrepreneur pour les travaux exécutés en dépenses contrôlées en lui remboursant le coût de sa main-d'œuvre, de son matériel, de ses matériaux et de ses sous-traitants, et en lui accordant une indemnité pour ses frais indirects et son profit sous forme d'une majoration des coûts remboursables ou en l'intégrant aux taux déjà prévus au contrat, selon le cas.

À moins d'indication contraire ailleurs au contrat, les sommes provisionnelles prévues au bordereau de prix de la formule de soumission sont sujettes au présent article.

Ces coûts et cette indemnité sont calculés selon les modalités prévues à la clause 17 « Rémunération des travaux exécutés en dépenses contrôlées » des clauses générales.

L'entrepreneur doit présenter son rapport journalier des travaux en dépenses contrôlées sous la forme prescrite par Hydro-Québec.

6.2.3.2.1 Coûts de la main-d'œuvre régie par la Convention génie civil et voirie lors de travaux en dépenses contrôlées

En application à l'article 17.1 « Coûts de la main-d'œuvre » des clauses générales du présent contrat, Hydro-Québec rémunère les coûts de la main-d'œuvre régie par la Convention collective du secteur génie civil et voirie, lors de travaux réalisés en dépenses contrôlées, selon le tableau « Coûts horaires de la main-d'œuvre » joint à l'annexe M des présentes clauses particulières.

Les taux horaires du tableau préparé par Hydro-Québec sont mis à jour en fonction des augmentations prévues à la Convention collective du secteur génie civil et voirie et des variations des charges sur salaire. Ceux-ci sont bonifiés d'un taux pondéré déterminé à partir des valeurs de la colonne taux général de l'unité de classification émis à la « Table des taux » publiée par la CSST.

À noter que les taux horaires du tableau préparé par Hydro-Québec inclut la majoration de 3,33 % sur le salaire de base pour les huit (8) heures allouées pour le temps de transport à tous les vingt-huit (28) jours.

Aux fins du présent article, on entend par :

Taux pondéré : Valeur établie par Hydro-Québec et calculée en fonction de la nature et de la répartition théorique des travaux et du taux général des unités de classification correspondantes. Le taux pondéré remplace le taux personnalisé de l'entrepreneur de la CSST. Pour le présent contrat le taux pondéré inclus aux taux horaires du tableau préparé par Hydro-Québec est de 9,635 \$ par tranche de 100 \$ de masse salariale.

6.2.3.3 Variation des quantités

Lorsque les quantités réalisées pour un article à prix unitaire sont supérieures à 115 % des quantités annoncées à la formule de soumission, un ajustement du prix unitaire, excluant la portion des frais indirects (18 %), peut être effectué, si justifié. Cet ajustement ne s'applique qu'aux quantités réalisées excédant 115 % des quantités annoncées et est effectué dès que le dépassement est constaté.

Lorsque les quantités réalisées pour un article à prix unitaire sont inférieures à 85 % des quantités annoncées à la formule de soumission, un ajustement pour des frais directs spécifiques peut être effectué, si justifié. Les frais spécifiques à un article sont ceux répartis à l'ensemble des quantités d'un article donné, annoncées à la formule de soumission. L'ajustement s'applique seulement pour les quantités non réalisées en deçà de 85 % des quantités annoncées et est effectué dès que les travaux de l'article en question sont terminés.

Les présentes exigences ne s'appliquent pas :

- aux articles du bordereau de prix pour lesquels un prix unitaire pour les variations de quantité et de travail est prévu à la formule de soumission;
- aux articles du bordereau de prix qui représentent des tarifs horaires de main-d'œuvre.

L'entrepreneur a l'obligation de fournir les études détaillées, les pièces justificatives et tout autre document requis par Hydro-Québec aux fins de la présente clause.

6.2.3.4 Variation du montant du contrat

Aux fins du présent article, on entend par :

- Frais indirects : Les frais distribuables aux articles du bordereau de prix de la formule de soumission qui ont été soumissionnés par l'entrepreneur.
- Montant du contrat de base : La somme des articles à prix unitaires et forfaitaires du bordereau de base ainsi que la somme des articles à prix unitaires et forfaitaires des options exercées à l'attribution et en cours de contrat, tels qu'indiqués à la formule de soumission à l'attribution du contrat.
- Montant du contrat à la fin des travaux : Le montant réel des quantités et travaux effectués des articles à prix unitaires et forfaitaires de la formule de soumission (incluant la somme des articles à prix unitaires et forfaitaires des options exercées à l'attribution et en cours de contrat).

6.2.3.4.1 Frais indirects

Lorsque le « montant du contrat à la fin des travaux » varie de plus ou moins 10 % du « montant du contrat de base », un ajustement de prix est effectué pour les frais indirects. Aux fins du présent article, le pourcentage de frais indirects est fixé à 18 %.

Si le « montant du contrat à la fin des travaux » est supérieur à 110 % du « montant du contrat de base », l'ajustement est calculé comme suit :

$$[\text{Montant du contrat à la fin des travaux} - (110 \% \times \text{Montant du contrat de base})] \times 18 \%$$

Le montant de cet ajustement est déduit sur chacun des décomptes périodiques suivant le constat du dépassement de 10 % du « montant du contrat de base ».

Si le « montant du contrat à la fin des travaux » est inférieur à 90 % du « montant du contrat de base », l'ajustement est calculé comme suit :

$$[(90 \% \times \text{Montant du contrat de base}) - \text{Montant du contrat à la fin des travaux}] \times 18 \%$$

La somme ainsi payable à l'entrepreneur est ajoutée au décompte périodique suivant la conciliation finale des quantités.

Les présentes exigences ne s'appliquent pas lorsque l'entrepreneur s'engage à exécuter le contrat pour un prix global forfaitaire.

6.2.4 Conditions de paiement

Pour tous les articles de la formule de soumission, Hydro-Québec effectue le paiement seulement pour les travaux conformes et documentés.

Le décompte doit être accompagné :

- D'un état des contrôles et des essais. Ce document établit l'avancement de chacune des activités et travaux dont l'état de conformité aux exigences contractuelles est documenté par les rapports appropriés et acceptés. L'état des contrôles et des essais des travaux terminés ou en cours de réalisation doit être établi et consigné sur le formulaire prescrit par Hydro-Québec. Les quantités et les pourcentages d'avancement sont vérifiés par Hydro-Québec.
- De la révision, s'il y a lieu, de la liste des sous-traitants (réf. : article 4.2.3 « Liste des sous-traitants choisis » des clauses générales).
- Du rapport mensuel et cumulatif des accidents pour les travaux en chantier seulement (réf. : article 12.3 « Conditions communes applicables au chantier de construction et à l'établissement » des clauses générales).

De plus, aucun paiement n'est fait avant :

- La remise par l'entrepreneur et l'acceptation par Hydro-Québec d'un programme de prévention spécifique relié aux travaux du présent contrat et conforme aux exigences du contrat.
- La remise de la liste des sous-traitants (réf. : article 4.2.2 « Liste des sous-traitants choisis » des clauses générales).

- La remise des documents contractuels suivants: la garantie d'exécution, la garantie de paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, ainsi que les preuves d'assurance (réf.: article 25 « Documents contractuels » des Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner pour travaux de construction).

Hydro-Québec se réserve le droit de suspendre le paiement des décomptes périodiques si :

- Le registre de remise des dessins et autres documents techniques ou sa mise à jour mensuelle n'a pas été accepté par Hydro-Québec (réf. : article 1 « Généralités » de l'annexe C des présentes clauses particulières).
- L'entrepreneur n'a pas transmis au préalable la mise à jour du programme détaillé d'exécution, tel que demandé à l'article 3.3.4 « Mise à jour » des présentes clauses particulières.

Tout rapport mensuel exigé par le présent article doit être soumis avec le décompte périodique.

6.3 Modalités de paiement

6.3.1 Généralités

À moins que les modalités de paiement soient précisées ailleurs au contrat, les acomptes sur tout prix forfaitaire apparaissant au bordereau de prix de la formule de soumission sont versés à l'entrepreneur selon des modalités convenues avec Hydro-Québec. À cette fin, l'entrepreneur doit fournir à Hydro-Québec une ventilation détaillée de tout prix forfaitaire pour lequel il demande un acompte, au plus tard un (1) mois avant la présentation du décompte périodique.

À défaut d'entente, l'entrepreneur est rémunéré en proportion de la valeur des travaux exécutés établie par Hydro-Québec.

6.3.2 Somme provisionnelle

Lorsqu'une somme provisionnelle est prévue, il est convenu que les travaux sont exécutés qu'à la demande d'Hydro-Québec. Hydro-Québec ne s'engage nullement à utiliser en tout ou en partie le montant indiqué, le paiement à l'entrepreneur étant fonction des travaux réellement effectués.

6.3.3 Mobilisation et démobilisation

Hydro-Québec verse à l'entrepreneur l'allocation pour la mobilisation et la démobilisation, selon la répartition suivante:

<i>Description</i>	<i>Allocation - Répartition du montant</i>	
	<i>Mobilisation</i>	<i>Démobilisation</i>

	(installation et mise en service)	
Installations temporaires de chantier et usine à béton	90%	10%
Usine de tamisage en 2014	85%	15%
Usine de concassage en 2014	85%	15%
Usine de concassage en 2015	85%	15%

Ces allocations sont payables selon le fractionnement indiqué, après la mise en service des installations ou de la réception des équipements et, le cas échéant, après leur démobilisation complète.

Ces allocations couvrent les frais reliés à la fourniture, au transport, à l'installation, à la mise en exploitation et à la démobilisation des équipements.

6.3.4 Mobilisation et démobilisation du laboratoire

L'entrepreneur est rémunéré pour les travaux relatifs à la mobilisation et à la démobilisation du laboratoire, le tout tel que prévu au contrat, au prix forfaitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, sur approbation d'Hydro-Québec et selon la répartition suivante :

<i>Description</i>	<i>Allocation - Répartition du montant</i>	
	<i>Mobilisation</i> (installation et mise en service)	<i>Démobilisation</i>
Laboratoire	70%	30%

6.3.5 Retombées économiques régionales

Hydro-Québec a prévu au bordereau de prix de la formule de soumission une somme provisionnelle pour le paiement de l'incitation à l'embauche de nouveaux diplômés d'un métier ou d'une occupation de l'industrie de la construction et pour le paiement de la sous-traitance régionale.

Hydro-Québec ne s'engage nullement à utiliser en tout ou en partie cette somme provisionnelle, celle-ci représentant le montant maximal payable pour les deux incitatifs.

6.3.5.1 Incitation à l'embauche de nouveaux diplômés d'un métier ou d'une occupation de l'industrie de la construction

L'entrepreneur a droit à un remboursement mensuel de deux mille dollars (2 000 \$) par personne travaillant au chantier et répondant aux critères de l'article 2.13.1.2 des présentes clauses particulières. Le montant maximal accordé pour un même nouveau diplômé est de vingt mille dollars (20 000 \$).

À la suite de l'acceptation d'Hydro-Québec des pièces justificatives établissant l'admissibilité du ou des travailleurs, Hydro-Québec effectue un paiement à l'entrepreneur, dans le cadre des décomptes périodiques.

Ce paiement n'est pas soumis à l'application de la retenue garantie.

6.3.5.2 Sous-traitance régionale

L'entrepreneur doit d'abord présenter à Hydro-Québec la facture de chaque sous-traitant qu'il considère admissible aux fins du remboursement, conformément à l'article 2.13.3 des présentes clauses particulières.

À la suite de l'acceptation d'Hydro-Québec de la valeur des travaux réalisés, des matériaux fournis ou des services rendus, Hydro-Québec effectue un paiement à l'entrepreneur, dans le cadre des décomptes périodiques, pour un montant de quarante pour cent (40 %) de la valeur approuvée de chaque facture.

Ce paiement n'est pas soumis à l'application de la retenue garantie.

6.3.6 Entretien et exploitation des installations temporaires

6.3.6.1 Mesure

La mesure pour le paiement de l'entretien et l'exploitation des installations temporaires et des aires de travail de l'entrepreneur est la semaine (sem.).

Une semaine incomplète est payable au prorata du nombre de jours d'entretien pendant cette semaine (sur une base de six (6) jours et aucune déduction n'est faite pour les dimanches et jours fériés non travaillés).

6.3.6.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour l'entretien et l'exploitation des installations temporaires et aires de travail, incluant notamment la pose d'abrasifs et le déneigement, la réalisation d'un système de collecte et de traitement des eaux industrielles résiduelles, ainsi que la construction, l'exploitation et l'entretien du poste de lavage des camions, le tout tel que prévu au contrat, au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement réalisées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.7 Fabrication et fourniture du béton frais

6.3.7.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la fabrication et la fourniture du béton frais est le mètre cube (m³). Le volume d'un mètre cube produit par l'usine selon les mélanges acceptés par Hydro-Québec doit être vérifié et accepté par Hydro-Québec pour chaque mélange ou changement de mélange.

6.3.7.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication et la fourniture du béton frais aux entrepreneurs clients selon le prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission pour les quantités effectivement fabriquées et acceptées par Hydro-Québec. Le prix inclut notamment la manutention des granulats autour de l'usine à béton, l'alimentation et l'opération de l'usine à béton, la réception, la manutention et l'incorporation des adjuvants et du ciment aux mélanges à béton et toute autre fourniture et opération connexe.

La main-d'œuvre ainsi que la glace, le chauffage de l'eau de gâchage et des granulats sont exclus des coûts de cet article.

L'entrepreneur n'est pas rémunéré pour la fabrication du béton non-conforme aux exigences des clauses techniques particulières non plus pour les constituants d'un tel béton et ce béton doit être transporté dans l'aire de rejet désignée par Hydro-Québec.

6.3.8 Main-d'œuvre selon l'horaire normal pour la fabrication et la fourniture du béton frais

6.3.8.1 Mesure

La mesure pour le paiement des coûts de la main-d'œuvre du quart de jour ou du quart de nuit relativement à la fabrication et la fourniture du béton frais est la semaine (sem.) de six (6) jours. Toutes les semaines où Hydro-Québec demande la disponibilité de l'usine à béton sont payables, nonobstant la quantité de béton effectivement produite durant cette semaine et le nombre effectif de jours de production. Toute semaine incomplète, notamment celles où il y a des jours fériés non travaillés, est calculée au prorata du nombre de jours travaillés dans cette semaine.

6.3.8.2 Paiement

Le paiement des coûts de la main-d'œuvre selon l'horaire normal au site de l'usine à béton relativement à la fabrication et à la fourniture du béton frais et incluant, lorsque requis les périodes de pause, est fait au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre de semaines complètes et incomplètes demandées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.9 Main-d'œuvre en temps supplémentaire pour la fabrication et la fourniture du béton frais

6.3.9.1 Mesure

La mesure pour le paiement des coûts de la main-d'œuvre en temps supplémentaire au site de l'usine à béton, relativement à la fabrication et à la fourniture du béton, est faite au nombre d'heures (heure) travaillées en dehors des heures normales de fourniture de béton, calculée à la demi-heure près.

Les heures en temps supplémentaires peuvent être faites avant le début d'un quart de travail, pendant la période du repas du milieu du quart de travail ou à la fin d'un quart de travail.

Les heures requises avant ou après un quart de travail pour démarrer l'usine ou pour la fermer ne sont pas mesurées.

6.3.9.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour les coûts de la main-d'œuvre en temps supplémentaire relativement à la fabrication et à la fourniture du béton au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre d'heures en temps supplémentaire demandées par Hydro-Québec.

6.3.10 Fourniture du ciment

6.3.10.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la fourniture de chaque type de ciment utilisé pour la fabrication du béton est la tonne (t).

Le nombre de tonnes payables est calculé selon les proportions de ciment requises dans chacun des mélanges approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton et acceptées par Hydro-Québec.

Le ciment qui pourrait être en surplus dans les silos à la fin des travaux n'est pas mesuré.

6.3.10.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fourniture de chaque type de ciment requis pour la fabrication du béton, incluant notamment la fourniture, le chargement, le transport, le déchargement et l'entreposage du ciment, le tout tel que prévu au contrat, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement utilisées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.11 Fourniture de glace

6.3.11.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la fourniture de la glace incorporée aux mélanges à béton est le kilogramme (kg). Le nombre de kilogrammes payables est calculé selon la proportion de glace ajoutée dans chacun des mélanges approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton.

6.3.11.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fourniture de la glace requise à l'usine à béton, incluant la fabrication, le transport le cas échéant, l'entreposage, l'incorporation de la glace aux mélanges de béton, le tout tel que prévu au contrat, au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre de kilogrammes de glace demandés par Hydro-Québec.

6.3.12 Fourniture des adjuvants à béton

Hydro-Québec a prévue une somme provisionnelle au bordereau des prix de la formule de soumission pour le paiement des adjuvants incorporés aux mélanges de béton. Hydro-Québec ne s'engage pas à dépenser l'entièreté de cette somme.

Sur présentation des factures des fournisseurs, Hydro-Québec rembourse à l'entrepreneur les coûts encourus pour la fourniture et le transport des adjuvants incorporés dans les mélanges de béton, selon les quantités réellement utilisées et approuvées par Hydro-Québec.

Les coûts de manutention, d'incorporation au béton ainsi que les pertes de ces adjuvants doivent être incorporés dans les coûts de fabrication du béton.

6.3.13 Granulats fins à béton

6.3.13.1 Mesure

La mesure pour le paiement des granulats fins est la tonne (t). Le nombre provisoire de tonnes payables est calculé par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur de la pile de réserve au site de l'usine à béton. Le nombre provisoire maximum de tonnes payables est limité par Hydro-Québec à 90% de la quantité prévue au bordereau de prix. Pour les fins de ce calcul uniquement, la masse volumique en pile de réserve des granulats fins est de 1,66 tonnes (t) par mètre cube (m^3).

Le nombre final de tonnes payables pour les granulats fins est calculé selon les proportions de granulats fins requis dans chacun des mélanges de béton approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton et acceptées par Hydro-Québec. La masse des granulats fins utilisés pour la fabrication du béton doit être corrigée pour tenir compte de leur teneur en eau libre, en conformité avec la norme CAN/CSA A23.1-M90.

À ce nombre final de tonnes s'ajoutent :

- la masse des granulats fins fournis à des entrepreneurs clients sur demande d'Hydro-Québec;
- la masse des granulats fins non utilisés à la fin des travaux calculée par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur de la pile de réserve au site de l'usine à béton. Pour les fins de ce calcul, la masse volumique en pile des granulats fins en pile de réserve est de $1,66 \text{ t} / \text{m}^3$.

Le nombre total de tonnes payable calculé selon les paragraphes précédant ne doit pas excéder la quantité indiquée au bordereau de prix lors de la soumission.

6.3.13.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication, le transport, la mise en pile et le cas échéant le chargement dans les camions des entrepreneurs clients des granulats fins, au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement mises en pile ou chargées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.14 Gros granulats à béton

6.3.14.1 Mesure

La mesure pour le paiement des gros granulats est la tonne (t). Le nombre provisoire de tonnes payables est calculé par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur des piles de réserve au site de l'usine à béton. Le nombre provisoire maximum de tonnes payables est limité par Hydro-Québec à 90% des différentes quantités prévues au bordereau des prix. Pour les fins de ce calcul uniquement, la masse volumique en pile de réserve de chacun des types de gros granulats est la suivante :

- granulats classe 40-20 : $1,80 \text{ t} / \text{m}^3$;
- granulats classe 20-10 : $1,70 \text{ t} / \text{m}^3$;
- granulats classe 10-5 : $1,62 \text{ t} / \text{m}^3$;
- granulats classe 10-2.5 : $1,60 \text{ t} / \text{m}^3$.

Le nombre final de tonnes payables pour un type de gros granulats est la somme des quantités de ce granulat calculées selon les proportions de gros granulats requis dans chacun des mélanges approuvés par Hydro-Québec, selon les classes et les quantités de béton produites par l'usine à béton et acceptées par Hydro-Québec.

À ce nombre final de tonnes de chaque type de gros granulats s'ajoute la masse des gros granulats fournis à des entrepreneurs clients sur demande d'Hydro-Québec.

6.3.14.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication, le transport, la mise en pile et le cas échéant le chargement dans les camions des entrepreneurs clients des gros granulats, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement mises en piles ou chargées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.15 Chauffage de l'eau de gâchage et des granulats

6.3.15.1 Mesure

La mesure pour le paiement du chauffage de l'eau de gâchage et des granulats est la semaine (sem.) de sept (7) jours complète. Dans le cas d'une semaine non complète, la mesure est faite au prorata des journées ayant requis du chauffage durant la semaine.

6.3.15.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour le chauffage de l'eau de gâchage et des granulats de l'usine à béton, incluant l'installation, le carburant et l'exploitation du système, le tout tel que prévu au contrat, au prix unitaire soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon le nombre de semaines ayant requis du chauffage et demandées par Hydro-Québec.

6.3.16 Fourniture de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients

6.3.16.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients est la tonne (t).

Le nombre de tonnes payables est calculé par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur des piles de réserve faites au site de l'usine à béton. Pour les fins de ce calcul uniquement, la densité en pile de réserve de chacun des types de pierre concassée pour les entrepreneurs clients est la suivante:

- Pierre concassé MG-20b: $1,85 \text{ t} / \text{m}^3$
- Pierre concassé MG-56: $1,99 \text{ t} / \text{m}^3$

6.3.16.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour la fabrication et la mise en pile de la pierre concassée dans les camions des entrepreneurs clients, le tout tel que prévu au contrat, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement mises en pile et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.17 Chargement de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients

6.3.17.1 Mesure

La mesure pour le paiement de la pierre concassée pour des entrepreneurs clients est la tonne (t).

Le nombre de tonnes payables est calculé par arpentage conjoint entre Hydro-Québec et l'entrepreneur des piles de réserve faites au site de l'usine à béton. Pour les fins de ce calcul uniquement, la densité en pile de réserve de chacun des types de pierre concassée pour les entrepreneurs clients est la suivante:

- Pierre concassé MG-20b: 1,85 t / m³
- Pierre concassé MG-56: 1,99 t / m³

6.3.17.2 Paiement

L'entrepreneur est rémunéré pour le chargement de la pierre concassée dans les camions des entrepreneurs clients, le tout tel que prévu au contrat, aux prix unitaires respectifs soumis au bordereau de prix de la formule de soumission, selon les quantités effectivement chargées et acceptées par Hydro-Québec.

6.3.18 Système de relève électrique

Le système de relève électrique comprend la fourniture, l'installation et la démobilisation du système de relève électrique et fait l'objet d'un prix forfaitaire au bordereau.

Ce prix forfaitaire est payable selon le fractionnement suivant: 80% pour la fourniture et la mobilisation et 20% pour la démobilisation complète.

6.3.19 Opération du système de relève électrique

L'opération du système de relève électrique comprend la main d'œuvre, le carburant et tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement du système. L'opération du système de relève électrique fait l'objet d'un prix unitaire au bordereau.

6.3.20 Construction de l'aire AE-02 et AE-08

La construction de l'aire AE-02- et AE-08 est payé selon le prix forfaitaire indiqué au bordereau. La construction des aires AE-02- et AE-08 comprend l'ensemble des travaux nécessaires à l'aménagement des aires d'entrepreneur.

7 EXIGENCES PARTICULIÈRES

7.1 Santé et sécurité

7.1.1 Exigences générales

Les prescriptions pour assurer la santé et la sécurité lors de la réalisation des travaux faisant l'objet du présent contrat sont jointes à l'annexe A des présentes clauses particulières et au programme de prévention du maître d'œuvre.

7.1.1.1 Programme-cadre de prévention du maître d'œuvre

Le programme de prévention du maître d'œuvre est disponible à l'entrepreneur à l'adresse suivante :

<http://www.hydroquebec.com/romaine/documents/programme-prevention-r3.html>

Réf. : Annexe A, article 1.2

7.1.2 Exigences complémentaires

7.1.2.1 Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec

Dans le cadre du présent contrat, le code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec ne s'applique pas.

Conséquemment, les articles suivants de l'annexe A sont donc exclus du présent contrat, soit : 3.1, 3.2, 3.3, 3.3.1, 3.3.2, 3.4 et 4.1.

Réf. : Annexe A, article 1.1

7.1.2.2 Séances et formations

7.1.2.2.1 Durée de la séance d'accueil

La séance d'accueil est d'une durée d'une heure et demi (1,5 heures).

Réf. : Annexe A, article 1.5

7.1.2.2.2 Lieu des séances et des formations

La séance d'accueil, la séance d'information des nouveaux travailleurs de la construction œuvrant dans les chantiers et les installations d'Hydro-Québec et la séance d'information sur le rôle et responsabilités en matière de santé et de sécurité au chantier à l'intention des contremaîtres et des superviseurs d'entrepreneurs ainsi que toute formation ou information diffusée par Hydro-Québec se tiennent au campement Mista.

Réf. : Annexe A, articles 1.5, 3.1 à 3.3 et 3.5

7.1.2.3 Responsable de la gestion de la sécurité au chantier

L'entrepreneur doit désigner un responsable de la sécurité parmi son personnel de gérance de travaux au chantier.

Réf. : Annexe A, article 2.1

7.2 Environnement

7.2.1 Clauses environnementales normalisées d'Hydro-Québec

En plus des lois et des règlements des divers paliers de gouvernements, l'entrepreneur doit respecter les clauses environnementales normalisées d'Hydro-Québec applicables au présent contrat.

No de l'article	Titre de l'article	Applicable	Sous article Non applicable	Non Applicable
1	Généralités	X		
2	Bruit	X		
3	Carrières et sablière	X		
4	Déboisement	X		
5	Déneigement	X		
6	Déversement accidentel de contaminants	X		
7	Drainage	X	7.2	
8	Eau brute et eau potable	X		
9	Eaux résiduelles	X		
10	Excavation et terrassement	X		
11	Forage et sondage			X
12	Franchissement des cours d'eau	X		
13	Halocarbures			X
14	Hexafluorure de soufre (SF ₆)			X
15	Matériel et circulation	X	15.4	
16	Matières dangereuses	X	16.3	
17	Matières résiduelles	X	17.4	
18	Milieu agricole			X
19	Patrimoine et archéologie	X	19.1	
20	Qualité de l'air	X		
21	Remise en état des lieux	X	21.3	
22	Réservoirs et parc de stockage de produits pétroliers	X		

No de l'article	Titre de l'article	Applicable	Sous article Non applicable	Non Applicable
23	Sautage à l'explosif			X
24	Sols contaminés	X		
25	Travaux en eau	X		

L'ensemble des clauses environnementales normalisées d'Hydro-Québec est joint à l'annexe B des présentes clauses particulières.

7.2.2 Exigences complémentaires

En complément aux exigences environnementales normalisées applicables, l'entrepreneur doit également respecter les clauses environnementales complémentaires suivantes :

7.2.2.1 Eaux de pompage

Les eaux pompées pour assécher des zones de travail et les eaux résiduaires, lorsque rejetées dans l'environnement en général, ne doivent pas contenir une concentration supérieure à 15 mg/l d'huiles et graisses. De plus, si les eaux sont rejetées en milieu hydrique, elles ne doivent pas contenir une concentration supérieure à 25 mg/l de matières en suspension.

7.3 Dessins et autres documents techniques

L'entrepreneur doit respecter les prescriptions décrites à l'annexe C des présentes clauses particulières pour la production et la transmission à Hydro-Québec des dessins et autres documents techniques.

7.3.1 Exigences complémentaires

7.3.1.1 Nombre de copies de dessins et autres documents techniques

L'entrepreneur n'a pas à transmettre à Hydro-Québec, pour vérification de conformité, de copie papier des dessins et/ou autres documents techniques, il doit les déposer dans MCT/Livelink.

Hydro-Québec ne retourne aucune copie des dessins et autres documents techniques pour les activités de conception et de fabrication avec le statut de vérification de conformité. L'entrepreneur doit récupérer sa copie à partir de MCT/Livelink.

Pour les autres phases des travaux telles la construction et l'installation, Hydro-Québec ne retourne aucune copie papier, l'entrepreneur doit récupérer sa copie à partir de MCT/Livelink.

Réf. : Annexe C, articles 2.2.2, 2.5.1, 2.5.2, 3.2.2 et 6.

7.4 Gestion de la qualité

Pour le présent contrat, les exigences pour la gestion de la qualité sont décrites de façon générale à l'annexe D des présentes clauses particulières et sont précisées à l'article 7.4.1 « Exigences complémentaires » des présentes clauses particulières.

7.4.1 Exigences complémentaires

7.4.1.1 Système de gestion de la qualité

Tel qu'il est indiqué à l'article 1 « Obligations de l'entrepreneur » de l'annexe D, des présentes clauses particulières, l'entrepreneur doit maintenir un système de gestion de la qualité enregistré à la norme ISO-9001 en vigueur.

Les sous-traitants agissant comme concepteurs ou fabricants doivent également maintenir un système de gestion de la qualité enregistré à la norme ISO-9001 en vigueur.

Réf. : Annexe D, article 1

7.4.1.2 Contrôles, essais et laboratoire d'essais au chantier

7.4.1.2.1 Contrôles et essais en cours de réalisation

L'entrepreneur doit inspecter et vérifier la conformité des travaux en cours de réalisation à toutes les étapes où des contrôles et des essais sont requis conformément aux exigences contractuelles.

Les rapports d'essais doivent être revus par Hydro-Québec. L'entrepreneur doit prévoir un espace sur le formulaire pour la signature d'Hydro-Québec.

7.4.1.2.2 Laboratoire d'essais au chantier

Pour les essais sous la responsabilité de l'entrepreneur tel que stipulé au présent contrat, l'entrepreneur peut utiliser son laboratoire ou il peut retenir et payer un laboratoire qualifié par Hydro-Québec à partir de la liste jointe au lien suivant :

<http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/pdf/laboratoires.pdf>

7.4.1.3 Responsable de la qualité de l'entrepreneur

Pour les travaux au chantier, le responsable de la qualité doit être affecté principalement à la gestion de la qualité pour la durée du contrat.

Réf. : Annexe D, article 4.1

7.4.1.4 Plan qualité

L'entrepreneur doit élaborer un plan qualité tel qu'il est indiqué à l'article 5 « Plan qualité » de l'annexe D, des présentes clauses particulières.

Réf. : Annexe D, articles 5, 5.1, 5.2, 5.3 et 5.4

7.4.1.5 Local à l'usage d'Hydro-Québec à l'usine de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants

Nonobstant ce qui est indiqué à l'annexe D des présentes clauses particulières, Hydro-Québec ne requiert pas un local pour son usage exclusif à l'usine de l'entrepreneur ou à celles de ses sous-traitants.

Réf. : Annexe D, article 10

7.4.1.6 Nombre de copies papier du recueil des enregistrements qualité

Aucune copie papier du recueil des enregistrements qualité n'est exigée par Hydro-Québec.

Réf. : Annexe D, article 12

7.5 Documents administratifs

L'entrepreneur doit transmettre les correspondances administratives de la façon suivante :

L'original, sans aucune copie papier. L'original doit être accompagné d'un support informatique format « Acrobat, version en vigueur à Hydro-Québec » est requis (fichier PDF).

Réf. : Annexe E

7.6 Règles d'écriture

7.6.1 Identification des documents

Tout document émis dans le cadre de la réalisation du présent contrat doit avoir une identification unique selon les règles d'écriture jointe à l'annexe F des présentes clauses particulières.

Tel que décrit dans les règles d'écriture, insérer le cartouche dans le coin supérieur droit de chaque document, et compléter ce cartouche selon les informations qui seront transmises à l'entrepreneur lors de la réunion de démarrage. À cette fin, l'entrepreneur doit être en mesure de numériser les documents ou les dessins émis au format demandé.

7.7 Système de la maîtrise de la configuration technique (MCT)

Dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur doit utiliser le système informatique de maîtrise de la configuration technique (MCT).

Réf. : Annexe G

7.8 Formulaires à compléter en cours de contrat

L'annexe H des présentes clauses particulières contient les gabarits des principaux formulaires que l'entrepreneur doit compléter en fonction de la nature des travaux et des exigences du contrat.

Les formulaires qualifiés « standardisé » ne doivent pas être modifiés. Pour ceux non standardisés, Hydro-Québec se réserve le droit d'ajuster certains formulaires.

8 LEXIQUE

Aux fins des présentes clauses particulières, les mots ci-dessous ont la signification suivante. Chacune de ces définitions s'applique également à toutes les sections du présent contrat si le mot n'est pas spécifiquement défini à la section où il se trouve.

8.1 Administrateur de contrat

Le responsable de l'administration du contrat désigné à la commande ou toute autre personne que ce dernier a déléguée.

8.2 Clauses techniques particulières

Devis ou devis technique.

8.3 Démobilisation

La démobilisation signifie, sans s'y limiter, le retrait du chantier du personnel, des matériaux non consommés lors de l'exécution des travaux, du matériel ainsi que la remise dans leur état original ou dans un état acceptable des sites et des aires de travail en les nettoyant et, au besoin, en les nivelant ou en effectuant toute autre opération qu'Hydro-Québec exige.

8.4 Employé

Toute personne physique embauchée par l'entrepreneur et ses sous-traitants dans le cadre du présent contrat.

8.5 Hydro-Québec

Le responsable de l'administration du contrat désigné à la commande ou toute personne que ce dernier a déléguée.

8.6 Jour

Période de vingt-quatre (24) heures, considérée de minuit à minuit, qui correspond aux divisions d'un mois civil.

8.7 Jour ouvrable

Un jour ouvrable est un jour inclus à l'horaire normal de travail déterminé à l'article 2.2 « Conditions et horaire de travail au chantier » des présentes clauses particulières.

8.8 Manutention

La manutention signifie, sans s'y limiter, la fourniture de toute la main-d'œuvre, des matériaux et du matériel nécessaires au chargement, au déchargement et au déplacement de toute chose relative au contrat, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du chantier, et ce, peu importe le nombre de fois.

8.9 Mobilisation

La mobilisation signifie, sans s'y limiter, la fourniture et le transport jusqu'aux lieux des travaux du personnel, du matériel, des matériaux, des services, des moyens de transport et des installations de manutention nécessaires à l'exécution des travaux.

8.10 Semaine

Période de sept (7) jours consécutif, sans considération du jour de départ.

8.11 Usine

Lieu de fabrication de l'entrepreneur et de ses sous-traitants.